

AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ



ASSURANCES



SOLVENCY AND FINANCIAL CONDITION REPORT 2023



PACIFICA
RAPPORT NARRATIF SOLVABILITE 2



Sommaire

Synthèse	4
A. Activité et résultats	6
A.1 Activité	6
A.1.1 Périmètre	6
A.1.2 Présentation générale	7
A.1.3 Faits marquants de l'exercice et perspectives	7
A.2 Résultats de souscription	8
A.3 Résultats des investissements	10
A.4 Résultats des autres activités	12
A.5 Autres informations	12
B. Système de gouvernance	13
B.1 Informations générales sur le système de gouvernance	13
B.1.1 Rôles, responsabilités et missions des acteurs de la gouvernance	13
B.1.2 Changements importants au sein de la gouvernance survenus au cours de la période de référence	18
B.1.3 Informations relatives à la politique de rémunération	18
B.1.4 Principales caractéristiques des transactions significatives avec les parties liées	22
B.2 Exigences de compétence et d'honorabilité	23
B.2.1 Dispositions du groupe Crédit Agricole Assurances en matière de compétence et d'honorabilité	23
B.2.2 Processus d'appréciation et de justification de la compétence et de l'honorabilité	24
B.3 Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité	25
B.3.1 Dispositif de gestion des risques	25
B.3.2 Dispositif ORSA	26
B.4 Système de contrôle interne	27
B.5 Fonction d'audit interne	28
B.5.1 Principe général	28
B.5.2 Missions de la Fonction audit interne	28
B.6 Fonction actuarielle	29
B.7 Sous-traitance	30
B.7.1 Principes généraux et objectif de la politique de sous-traitance du groupe	30
B.7.2 Cas des activités critiques ou importantes	30
B.8 Autres informations	30
C. Profil de risque	31
C.1 Risque de souscription	31
C.1.1 Exposition aux principaux risques	32
C.1.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque	32
C.1.3 Principales concentrations	33
C.1.4 Sensibilités	33
C.2 Risque de marché	33
C.2.1 Exposition aux risques	33
C.2.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque	33
C.2.3 Concentration	34
C.2.4 Sensibilités	34
C.3 Risque de crédit	35
C.3.1 Exposition aux risques	35
C.3.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque	36
C.4 Risque de liquidité	36
C.4.1 Exposition aux risques	36
C.4.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque	36
C.5 Risque opérationnel	37
C.5.1 Exposition aux risques	37
C.5.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque	37
C.5.3 Sensibilités	38
C.6 Autres risques importants	38

C.6.1 Exposition aux risques	38
C.6.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque	38
C.7 Autres Informations	38
D. Valorisation à des fins de solvabilité.....	39
D.1 Actifs	41
D.1.1 Actifs incorporels et frais différés	41
D.1.2 Immobilisations corporelles.....	42
D.1.3 Instrument financiers.....	42
D.1.4 Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance (provisions techniques cédées)	43
D.1.5 Actifs d'impôts différés	43
D.1.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	43
D.2 Provisions techniques	43
D.2.1 Synthèse des provisions techniques	43
D.2.2 Principes de valorisation des provisions techniques à des fins de solvabilité	43
D.2.3 Segmentation	44
D.2.4 Comptabilisation initiale	44
D.2.5 Principes généraux d'évaluation de la meilleure estimation (BE).....	44
D.2.6 Marge de risque (Risk Margin).....	45
D.2.7 Valorisation des cessions.....	45
D.2.8 Ajustement pour défaut des contreparties	46
D.3 Autres passifs.....	46
D.3.1 Provisions et passifs éventuels	46
D.3.2 Provisions pour retraite	47
D.3.3 Passifs financiers.....	47
D.3.4 Passifs d'impôts différés	47
D.4 Méthodes de valorisation alternatives	47
D.5 Autres informations	47
E. Gestion du capital.....	48
E.1 Fonds propres	48
E.1.1 Politique de gestion des fonds propres	48
E.1.2 Fonds propres disponibles	48
E.1.3 Fonds propres éligibles.....	52
E.2 Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis	53
E.3 Utilisation du sous-module "risque sur actions" fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis.....	53
E.4 Différences entre la formule standard et le modèle interne	53
E.5 Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis.....	53
E.6 Autres informations	53
F. Annexes – QRTs	54

SYNTHÈSE

Conformément à la directive Solvabilité 2 entrée en vigueur le 1er janvier 2016 et plus spécifiquement dans le cadre du Pilier 3 de la directive relatif à la diffusion d'information au public, le rapport sur la solvabilité et la situation financière (SFCR) de Pacifica, filiale d'assurances non-vie détenue à 100% par Crédit Agricole Assurances, rend compte de la situation au titre de l'exercice écoulé.

Ce SFCR vise à apporter une vision d'ensemble sur l'activité d'assurance de Pacifica. Ce rapport ainsi que les états quantitatifs trimestriels (QRT), permettent d'éclairer la performance de la compagnie, de démontrer le caractère approprié de son système de gouvernance, d'apprécier les écarts de valorisation de son bilan entre normes locales et normes Solvabilité 2 et d'apprécier sa solvabilité. Ce rapport a été présenté en comité d'audit pour consultation et validé par le conseil d'administration de Pacifica.

Activités et résultats

Créée en 1990, Pacifica propose une large gamme de produits innovants aux clients particuliers, professionnels et exploitants agricoles.

Pacifica sert essentiellement les clients des Caisses régionales et de LCL. En 33 ans, Pacifica est devenu un acteur majeur de l'assurance dommages en France avec un portefeuille de 14,7 millions de contrats à fin 2023.

La croissance du portefeuille, combinée à l'évolution de sa structure et des tarifs, produit un chiffre d'affaires de 5,5 Md€ à fin décembre, en progression de 9% sur un an.

La contribution croissante de l'assurance dommages aux revenus des Caisses régionales et de LCL ainsi qu'aux résultats du Groupe Crédit Agricole a vocation à se poursuivre dans le cadre du Plan Moyen Terme 2025 du Groupe Crédit Agricole et du Projet Collectif des Caisses Régionales qui visent une accélération du développement de l'assurance dommages.

Système de gouvernance

Le Conseil d'administration de Pacifica est responsable de l'efficacité du système de gouvernance des risques en fixant l'appétence au risque et les limites de tolérance au risque et en approuvant les principales politiques de gestion des risques de la compagnie.

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre et assume la responsabilité du respect des dispositions légales, réglementaires et administratives adoptées en vertu de la directive Solvabilité 2. Le Conseil est en lien avec la Direction générale, comprenant le Directeur général et les deux autres Dirigeants effectifs de la compagnie ainsi que les responsables des quatre fonctions clés. Les responsables des fonctions clés participent par ailleurs à chaque réunion du Comité d'audit et des risques qui rend compte de leurs travaux au Conseil.

Le Conseil d'Administration fixe la stratégie et approuve l'organisation générale de Pacifica, son système de gouvernance et de gestion des risques ainsi que son dispositif de contrôle interne. Il s'assure qu'ils sont adaptés à la nature, à l'ampleur et à la complexité des risques liés aux opérations, et les contrôle à intervalles réguliers afin qu'ils garantissent une gestion saine et prudente de l'activité.

Profil de risques

Le profil de risque de Pacifica décrit par la suite dans la section C du présent rapport est établi à partir du processus d'identification des risques majeurs qui constitue l'outil principal permettant d'identifier et d'évaluer les risques auxquels la compagnie est exposée.

Les principaux risques de Pacifica sont le risque de souscription non-vie, de marché et de souscription santé couverts par la formule standard. Celle-ci couvre également les autres risques techniques, moins significatifs à l'échelle de Pacifica, ainsi que les risques opérationnels. Les risques qui n'ont pas de correspondance dans la formule standard font l'objet, comme chacun des risques identifiés, d'un dispositif de gestion et d'un suivi permettant, le cas échéant, d'alerter la gouvernance, si une déviation par rapport au cadre de gestion courante est observée, voire sont analysés via des stress scénarios.

Valorisation à des fins de solvabilité 2

Le bilan prudentiel de Pacifica est arrêté au 31 décembre 2023. Il comporte des estimations lorsque des informations ne sont pas disponibles à la date d'arrêté.

En application de l'article L.351-1 du Code des assurances, le principe général de valorisation du bilan prudentiel est celui d'une évaluation économique des actifs et passifs :

Les actifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être échangés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes ;

Les passifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être transférés ou réglés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes.

Dans la plupart des cas, les normes IFRS permettent une valorisation à la juste valeur conforme aux principes de Solvabilité 2. Cependant, certaines méthodes de valorisation utilisées en IFRS telles que le coût amorti ne peuvent être retenues pour la réalisation du bilan économique. Pour ces cas, Pacifica se reporte au paragraphe 4 de l'article 9 du Règlement Délégué qui prévoit d'autres méthodes de valorisation en accord avec le principe de valorisation économique prévu par l'article 75 de la Directive.

Gestion des fonds propres

La politique de gestion des fonds propres mise en place chez Pacifica décline la politique définie au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances. Elle définit les modalités de gestion, de suivi et d'encadrement des fonds propres, ainsi que le processus de financement du groupe Crédit Agricole Assurances et de ses filiales. Cette politique est validée annuellement par le Conseil d'administration.

La politique de gestion des fonds propres de Pacifica s'intègre dans le cadre d'appétence au risque du groupe défini et validé par son Conseil d'administration.

Elle a été conçue de façon à intégrer les contraintes de la réglementation applicable aux groupes d'assurance, la réglementation bancaire, la réglementation des conglomérats financiers, ainsi que les objectifs propres du groupe Crédit Agricole.

Au 31 décembre 2023, le montant des fonds propres éligibles de Pacifica s'élève à 1 830 M€, composé à 68% de fonds propres de niveau 1.

Au 31 décembre 2023, le capital de solvabilité requis (SCR) est estimé à 1 302 M€ et le minimum de capital requis (MCR) est estimé à 586 M€. La seule mesure transitoire retenue par Pacifica pour le calcul de son ratio de solvabilité est la clause de grandfathering des dettes subordonnées.

Ainsi à fin 2023, le ratio de solvabilité de Pacifica est de 141% et le ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis est de 232%.

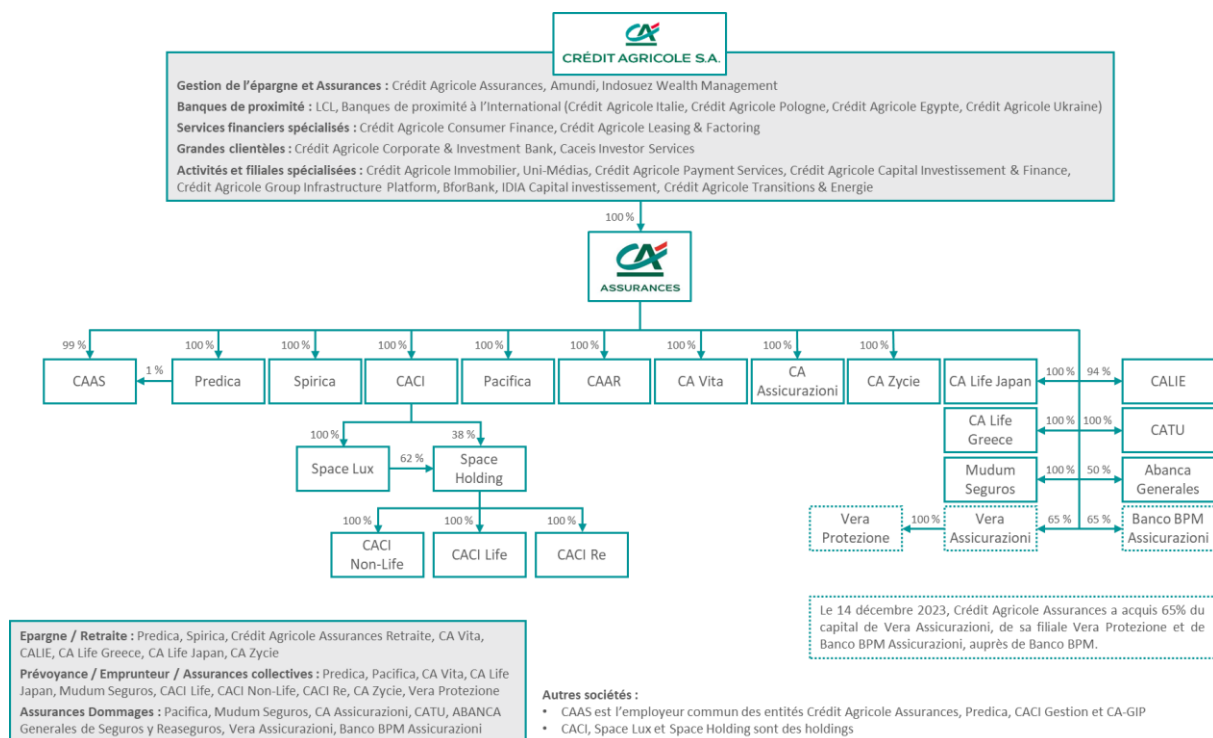
A. ACTIVITÉ ET RÉSULTATS

A.1 ACTIVITÉ

A.1.1 Périmètre

Pacifica, Société anonyme au capital de 455 455 425 euros, dont le siège social se situe au 8/10, boulevard de Vaugirard à Paris, et administrée par un Conseil d'administration, est la principale compagnie d'assurance dommages du Groupe Crédit Agricole Assurances. Ses produits sont en très grande majorité distribués par les Caisses régionales de Crédit Agricole et LCL.

Elle est détenue à 100% par Crédit Agricole Assurances S.A. :



Pacifica appartient au groupe Crédit Agricole et est incluse dans la consolidation du groupe Crédit Agricole S.A., via le palier Crédit Agricole Assurances.

A ce titre la Société produit des comptes en Normes françaises (les modes et méthodes d'évaluation appliqués aux divers postes du bilan, du compte de résultat et de l'annexe, sont ceux définis dans le Code des assurances et à défaut ceux spécifiés dans le plan comptable général) et des comptes selon le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) pour les besoins de la consolidation du groupe Crédit Agricole Assurances et du groupe Crédit Agricole S.A..

L'Autorité de contrôle chargée du contrôle financier de Pacifica est l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution), sis 4 Place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09.

Par ailleurs le Commissaire aux comptes de Pacifica est :

- ▶ PricewaterhouseCoopers Audit SA, sis 63 Rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine.

A.1.2 Présentation générale

Créée en 1990, Pacifica propose une large gamme de produits innovants aux clients particuliers, professionnels, exploitants agricoles et entreprises.

Pacifica sert essentiellement les clients des Caisses régionales et de LCL, ainsi que les clients d'autres partenaires tels que CACF, CA immobilier, BforBank, Mobilize Financial Services.

En 33 ans, Pacifica est devenue un acteur majeur de l'assurance dommages en France.

Pour protéger ses clients face aux aléas et les accompagner au quotidien, Pacifica propose une gamme complète de contrats d'assurance dommages :

- ▶ **Assurance de la famille**
 - Habitation • Auto/moto • Assurance des accidents de la vie • Complémentaire santé individuelle • Protection juridique • Assurance tous mobiles • Moyens de paiement
- ▶ **Assurance des entreprises** (professionnels, entreprises et exploitants agricoles)
 - Responsabilité civile • Cyberrisques • Multi-risques • Véhicules utilitaires • Automoteurs agricoles • Flottes • Récoltes

A.1.3 Faits marquants de l'exercice et perspectives

Le portefeuille de Pacifica est en croissance de +3% et s'établit à 14,7 millions de contrats à fin 2023.

Le chiffre d'affaires s'élève à 5,5 milliards d'euros, soit une progression de 9% portée par la croissance du portefeuille combinée à l'évolution de sa structure et des tarifs.

Un nouveau partenariat avec Mobilize Financial Services (Groupe Renault) en France a pris effet au 4^{ème} trimestre 2023 pour la fourniture de contrats d'assurance Auto adossés à la distribution de véhicules neufs et d'occasion auprès des particuliers.

Pacifica a émis avec succès un Cat Bond de 160 millions d'euros sur le marché des Insurance-Linked-Securities (ILS), couvrant les risques Tempête et Grêle en France. Cette transaction s'inscrit pleinement dans la stratégie de réassurance de Pacifica face au risque de catastrophes naturelles. Elle permet de diversifier les sources de protection de Pacifica et prévoit une période de protection pluriannuelle allant de janvier 2024 à décembre 2027.

La sinistralité en 2023 a été marquée par :

- Les événements tempêtes et inondations d'ampleur du quatrième trimestre 2023 : tempêtes Ciaran et Domingos et les inondations dans le nord de la France ;
- Le tremblement de terre de La Laigne ;
- La déclaration des sinistres sécheresse 2022 : un nombre exceptionnel de près de 17.000 sinistres ;
- La poursuite d'un niveau élevé d'inflation qui impacte la charge sinistre en Habitation et en Auto.

Le S/C brut de réassurance, qui s'établit dans les comptes sociaux à 77,3% en 2023 contre 81,2% en 2022, reste à un niveau élevé même s'il est en baisse en raison de la sinistralité exceptionnelle de 2022 (grêles de juin et sécheresse).

Le programme de réassurance a protégé le résultat de la dérive de la sinistralité 2022 (grêles et sécheresse). En revanche, le rehaussement en 2023 de la priorité sur le traité TGN a augmenté l'exposition nette aux événements climatiques, se traduisant notamment par un niveau plus bas de cessions au titre de la tempête Ciaran. De plus, certains événements climatiques significatifs de 2023 (dont la tempête Domingos) ne sont pas entrés dans le champ d'application du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles.

Malgré cette sinistralité d'ampleur, le ratio combiné net de Pacifica en normes françaises atteint 97,8% en 2023, en légère baisse par rapport à 2022 (98,1%).

A.2 RÉSULTATS DE SOUSCRIPTION

L'analyse de la performance de souscription, illustrée dans les tableaux ci-dessous, présentée en lignes d'activité selon le référentiel Solvabilité 2, met en évidence la grande diversité des activités dommages de la compagnie :

	31/12/2023						
	Frais médicaux	Protection des revenus	Responsabilité civile relative à l'usage de véhicules motorisés	Domage lié à l'usage de véhicules motorisés	Marine, Aviation, Transports	Incendie et autres dommages aux biens	Responsabilité civile
<i>(en millions d'euros)</i>							
Primes émises brutes	862	396	527	953	3	1 845	176
Primes acquises brutes	827	386	520	915	3	1 796	170
Sinistres bruts	(654)	(115)	(453)	(699)	(1)	(1 533)	(60)
Dépenses engagées (hors frais de placement)	(149)	(183)	(98)	(210)	(1)	(512)	(46)
Cessions en réassurance	-	(3)	(19)	(46)	-	121	(6)
Performance de souscription	25	85	(50)	(41)	1	(130)	58

	31/12/2023				
	Frais juridiques	Assistance	Autres pertes pécuniaires	Réassurance non-proportionnelle dommages aux biens	Total
<i>Suite (en millions d'euros)</i>					
Primes émises brutes	238	1	465	-	5 465
Primes acquises brutes	228	1	442	-	5 287
Sinistres bruts	(81)	-	(55)	-	(3 691)
Dépenses engagées (hors frais de placement)	(117)	-	(187)	-	(1 504)
Cessions en réassurance	-	-	(26)	-	21
Performance de souscription	30	-	137	-	114

31/12/2022 (*)

	Frais médicaux	Protection des revenus	Responsabilité civile relative à l'usage de véhicules motorisés	Dommage lié à l'usage de véhicules motorisés	Marine, Aviation, Transports	Incendie et autres dommages aux biens	Responsabilité civile
<i>(en millions d'euros)</i>							
Primes émises brutes	798	374	507	871	2	1 660	162
Primes acquises brutes	780	369	500	855	2	1 618	158
Sinistres bruts	-615	-148	-422	-725	-1	-1 414	-103
Dépenses engagées (hors frais de placement)	-141	-166	-95	-190	-1	-463	-60
Cessions en réassurance	0	-2	-17	61	0	160	-5
Performance de souscription	23	52	-34	2	1	-99	-9

31/12/2022 (*)

<i>Suite</i> <i>(en millions d'euros)</i>	Frais juridiques	Assistance	Autres pertes pécuniaires	Réassurance non-proportionnelle dommages aux biens	Total
Primes émises brutes	216	1	424	-	5 015
Primes acquises brutes	207	1	422	-	4 913
Sinistres bruts	-78	0	-107	-	-3 614
Dépenses engagées (hors frais de placement)	-101	0	-164	-	-1 381
Cessions en réassurance	0	0	-22	-	176
Performance de souscription	28	0	130	-	93

(*) *Résultat de souscription 2022 pro-forma : « Hors variation des autres provisions techniques, en cohérence avec 2023 »*

En 2023, le chiffre d'affaires de Pacifica progresse de 9% par rapport à l'année dernière et atteint 5,5 milliards d'euros. Cette bonne performance résulte d'une dynamique soutenue sur l'ensemble des branches, notamment en santé, multirisques et récolte.

Les primes émises pour les lignes d'activité "incendie et autres dommages aux biens" et "responsabilité civile" représentent 37% du total des primes émises à 2 021 millions d'euros et enregistrent une croissance de 11%, portée par la croissance du chiffre d'affaires Récolte.

Les primes émises pour les lignes d'activité "dommages et responsabilité civile relative à l'usage de véhicules motorisés" représentent 27% du total des primes à 1 480 millions d'euros, en hausse de 7%.

D'autre part, le chiffre d'affaires des activités santé atteint 862 millions d'euros, en croissance de 8%, porté par le dynamisme de l'activité commerciale au 2^{ème} semestre 2023 des produits santé individuelle.

Les dépenses engagées correspondent principalement aux commissions versées à nos Banques Partenaires, aux honoraires et frais d'experts liés aux sinistres, ainsi qu'aux frais généraux de la compagnie. Les commissions reçues des réassureurs viennent en déduction sur cette ligne.

Incendie et autres dommages aux biens : la performance de souscription a été marquée par la survenance de multiples événements climatiques d'ampleur (tempête Ciaran, épisodes grêles survenus en juin / juillet, le tremblement de terre de La Laigne et les inondations du Nord de la France. En raison de la hausse de notre rétention en 2023, la tempête Ciaran a été faiblement cédée aux réassureurs. La performance de souscription

a également été impacté par certains événements climatiques significatifs de 2023 (dont la tempête Domingos) qui ne sont pas entrés dans le champ d'application du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles.

Responsabilité civile relative à l'usage de véhicules motorisés : l'inflation et le renforcement du provisionnement du coût de l'assistance tierce personne ont pesé sur la performance de souscription en 2023.

Domage lié à l'usage de véhicules motorisés : la performance de souscription se dégrade sous les effets de la forte inflation et de l'impact des grêles qui ne bénéficie pas de cessions en 2023 contrairement à 2022 (rehaussement de la priorité du traité en réassurance).

Autres lobs (Protection des revenus, Responsabilité Civile et Autres pertes pécuniaires) : la performance de souscription a bénéficié d'une sinistralité courante favorable et de liquidations favorables sur les exercices antérieurs

A.3 RÉSULTATS DES INVESTISSEMENTS

Bilan Annuel 2023

L'année économique et financière 2023 a été marquée par une nette atténuation de la stagflation qui avait caractérisé 2022. En effet, l'inflation a reflué, quoique restant, en fin d'année, au-dessus des cibles des banques centrales. La croissance a surpris à la hausse aux Etats-Unis, l'Europe a évité la sévère récession attendue en début d'année et l'activité est restée soutenue, dans l'ensemble, dans les économies émergentes (malgré une reprise décevante en Chine). Les banques centrales des économies avancées ont poursuivi leurs hausses de taux, un mouvement largement perçu comme terminé en fin d'année, alors que certaines banques centrales des économies émergentes commençaient déjà à baisser les leurs. Sur les marchés, les rendements obligataires ont touché de nouveaux points hauts avant de baisser fortement en toute fin d'année, tandis que les indices d'actions ont, en majorité, réalisé de belles progressions.

Etats-Unis

L'économie américaine a bien mieux résisté que prévu à la forte hausse des taux d'intérêt. Sur les 3 premiers trimestres de l'année, le PIB a progressé de 2,3% (avec même une accélération au T3). De plus, les créations d'emplois ont été supérieures à 200 000 par mois en moyenne sur l'année, soit un chiffre très élevé, tandis que le taux de chômage s'est maintenu à un niveau très bas (3,7% en décembre). L'épargne abondante accumulée par les ménages durant la crise du COVID, les réserves de financement et de trésorerie des entreprises (qui leur ont permis de ne subir que progressivement la hausse des taux) et des mesures budgétaires favorables à l'investissement expliquent ces bons chiffres. Un ralentissement était toutefois perceptible en fin d'année. L'inflation, pour sa part, a beaucoup diminué : en novembre, la hausse sur 12 mois de l'indice des prix à la consommation était de 3,1% (contre 6,5% en décembre 2022), celle de l'indice sous-jacent de 4,0% (contre 5,7%). L'indice d'inflation Core PCE (suivi par la Fed), pour sa part, voyait sa progression ramenée à 3,2% (contre 4,9% en décembre 2022). La Réserve fédérale a remonté ses taux à 4 reprises entre février et juillet, portant la borne haute des Fed Funds à 5,5%. En fin d'année, elle indiquait que le rythme des futures baisses de taux était désormais en discussion.

Zone euro

Début 2023, les craintes étaient vives de voir l'activité économique faiblir fortement en raison des difficultés d'approvisionnement en gaz naturel. Toutefois, les prix de l'énergie ont rapidement baissé et la forte récession attendue n'a pas eu lieu. En revanche, l'activité n'est pas parvenue à accélérer plus tard dans l'année, en raison notamment de difficultés spécifiques au secteur industriel et de la hausse des taux d'intérêt. Ainsi, au cours des trois premiers trimestres, le PIB de la zone euro est resté quasi-inchangé. Sur la même période, du fait de la composition de leurs économies (davantage de services et moins d'industrie) la France et l'Espagne ont connu une croissance un peu supérieure à celle de l'Allemagne et de l'Italie. L'inflation, pour sa part, a nettement reflué : en décembre 2023, la progression sur 12 mois de l'indice général des prix à la consommation n'était plus que de 2,9% (contre 9,2% en décembre 2022) et celle de l'indice sous-jacent de 3,4% (contre 5,2%). La BCE a remonté ses taux directeurs à 6 reprises, lors de chacun de ses comités de politique monétaire (toutes les 6 semaines environ) de février à septembre, portant son taux de rémunération

des dépôts à 4,0% (contre 2,0% fin décembre 2022). Elle a ensuite interrompu ce mouvement, mais ne s'engageait pas, en fin d'année, sur des baisses de taux imminentes.

Pays émergents

Malgré un ralentissement au deuxième semestre, la croissance des économies émergentes est restée stable en termes annuels (progression du PIB d'environ 4%). Elle a bien résisté aux vents contraires de la reprise chinoise décevante (surtout au 2ème trimestre), des taux d'intérêts américains et mondiaux plus élevés et des crises et tensions géopolitiques. Le ralentissement de la demande domestique et la dissipation des chocs d'offre négatifs ont permis une modération de l'inflation, qui, des prix des secteurs volatils et des biens, s'est progressivement diffusée à l'inflation des services, pourtant plus rigide. Cette tendance a permis aux banques centrales des économies émergentes d'initier des cycles de baisses de leurs taux directeurs, alors même que la Réserve fédérale américaine continuait d'augmenter les siens. Le mouvement a débuté en Amérique Latine (concernant toutes les grandes banques centrales, à l'exception de celle du Mexique) et a gagné l'Europe Centrale et de l'Est. Les politiques économiques, pour leur part, ont évolué dans une direction plus orthodoxe : au Brésil, le Président Lula s'en est tenu à des politiques prudentes, en Turquie, le Président Erdogan a effectué une volte-face en faveur d'une approche plus classique tandis que le nouveau Président argentin Milei a été élu sur un programme libéral très ambitieux.

Taux

L'année 2023 s'est déroulée largement en deux temps. Premier épisode : des rendements en hausse jusqu'à fin octobre portés par la résilience des économies et la fermeté des banquiers centraux pour maintenir les taux en territoire restrictif. Deuxième épisode : une fin de l'année marquée par une forte baisse des taux courts et longs. Le 10 ans américain a clôturé l'année à environ 3,8% et le 10 ans allemand aux alentours de 2%. Le marché s'attend également à ce que la Fed et la BCE entament leur cycle de réduction des taux en mars. Cette baisse très rapide des taux s'explique par 1/ une baisse de l'inflation plus forte que prévu dans les économies développées, 2/ un changement de ton de la Fed, désormais revenue au point où ses deux mandats " inflation " et " emploi " sont importants. La Fed est en effet rassurée par le recul de l'inflation et les membres du FOMC sont désormais très attentifs à l'impact de la hausse des taux sur la croissance. L'objectif étant d'éviter un ralentissement excessif de l'activité, la Fed ne souhaite pas restreindre l'économie plus longtemps que nécessaire et 3/ une croissance économique qui surprend toujours à la baisse dans la zone euro. Toutefois, le marché du travail de la zone euro reste solide. Les marchés s'attendent désormais à un retour rapide de l'inflation à 2% sans récession.

Actions

Les marchés actions ont enregistré de belles performances à l'image du MSCI World qui a augmenté de +19,5% sur l'année. La désinflation globale ainsi que la résilience de l'économie américaine ont été les principaux catalyseurs en 2023 avec l'évolution des taux longs. Bien que, sur l'année, les taux longs américains ne progressent que peu, ils ont connu de forts mouvements, dépassant même la barre des 5% en octobre. Au-delà de bons chiffres économiques, le MSCI USA (+25%) a profité de la très bonne performance des " Magnificent 7 ". L'Europe (+11,2%) a fait moins bien que son homologue américaine. Au sein de l'Europe, la zone Euro se distingue (+16%). A l'exception du Portugal, les pays dits du " Sud " ressortent en tête. L'Italie progresse de +28% suivi de près par l'Espagne (+23%). Du côté des pays dits " du nord ", l'Allemagne enregistre la meilleure performance avec un DAX qui culmine à +20% sur l'année, suivie par la France avec une progression de +16,5% pour le CAC 40. Les Pays-Bas enregistrent également une forte progression cette année à +14,8%. Les autres pays membres terminent l'année aussi dans le vert, le Portugal (+1,5%) fermant la marche. Le marché japonais (+25,9%) ressort en tête des marchés développés profitant de la baisse du yen, d'une amélioration de l'économie et de réformes encourageantes en termes de gouvernance des entreprises. Le MSCI Emergents clôture l'année en territoire positif (+7,1%) malgré la très mauvaise performance du marché chinois (-12,8%). Au niveau sectoriel, tous les secteurs européens ressortent dans le vert à l'exception du secteur des biens de consommation de base (-3,4%). Les secteurs sensibles aux variations des taux d'intérêt ont su tirer leur épingle du jeu avec en tête le secteur de l'IT (+32%) suivi du secteur industriel (+22%), du secteur bancaire (+20%) et du secteur de l'immobilier (+14%) qui a fini par se

repandre en fin d'année. Enfin, toujours en Europe, les valeurs dites " Value " (+11%) ont légèrement sous-performé les valeurs de croissance (+14%).

Dans ces conditions, les produits financiers générés par les investissements des activités de Pacifica s'élèvent à 41,4 M€, en diminution de -38,6 M€ par rapport à 2022.

Le tableau ci-dessous illustre les produits des placements nets de charges (y compris dividendes) tels que comptabilisés dans les états financiers statutaires (comptes sociaux) pour les années 2023 et 2022 :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2023	31/12/2022
Produits de taux	66,0	52,3
Actions	3,2	10,0
OPCVM	(2,2)	38,4
Immobilier	15,9	13,9
Charges des placements	(41,6)	(34,6)
TOTAL	41,4	79,9

A.4 RÉSULTATS DES AUTRES ACTIVITÉS

Aucun contrat de location significatif n'était en cours en 2023 dans notre entité PACIFICA.

A.5 AUTRES INFORMATIONS

NEANT



B. SYSTÈME DE GOUVERNANCE

Pacifica a mis en place un système de gouvernance adapté à son activité d'assurance dommages et à sa structure au sein du groupe Crédit Agricole Assurances. Il contribue à la réalisation de ses objectifs stratégiques et garantit une gestion saine et prudente de ses risques compte tenu de leur nature, leur ampleur et de leur complexité.

B.1 INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE SYSTÈME DE GOUVERNANCE

B.1.1 Rôles, responsabilités et missions des acteurs de la gouvernance

Les organes de gouvernance de Pacifica prennent la forme, aux côtés de la Direction générale, de Comités décisionnaires, en particulier le Conseil d'administration, englobant l'ensemble des processus clés de la compagnie et articulés autour de quatre principes :

- ▶ Prévoir ;
- ▶ Faire ;
- ▶ Mesurer ;
- ▶ Contrôler.

B.1.1.1 Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de Pacifica au 31/12/2023 est composé de 14 membres auxquels se rajoutent deux censeurs. Il se réunit en général 6 fois par an. Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il établit et approuve les différents rapports exigés, il valide également les politiques. Le Conseil peut procéder aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns et veille à la qualité de l'information fournie à l'actionnaire unique. Le Conseil d'administration assume la responsabilité du respect des dispositions légales, réglementaires et administratives adoptées en vertu de la directive Solvabilité 2. Le Conseil veille à ce qu'il soit procédé à une évaluation interne des risques et de la solvabilité au niveau de la compagnie.

Le Conseil est responsable de l'efficacité du système de gouvernance des risques en fixant l'appétence au risque et les limites de tolérance au risque en approuvant les politiques principales de gestion des risques de Pacifica.

A ce titre, il fixe la stratégie et approuve l'organisation générale de la compagnie, son système de gouvernance et de gestion des risques ainsi que son dispositif de contrôle interne. Il s'assure qu'ils sont adaptés à la nature, à l'ampleur et à la complexité des risques des opérations et les contrôle à intervalles réguliers afin qu'ils garantissent une gestion saine et prudente de l'activité. Il est ainsi impliqué dans la compréhension des principaux risques encourus par la compagnie, dans la fixation des limites et est régulièrement informé de leur respect. Il s'assure que le système de gouvernance des risques mis en place au niveau de la compagnie exerce une gestion intégrée, cohérente et efficace.

Le Conseil est en lien avec la Direction générale et les responsables des fonctions clés. Le Conseil entend directement les responsables des fonctions clés au moins une fois par an afin de prendre connaissance et chaque fois que ceux-ci souhaitent l'informer d'un événement de nature à le justifier. Les responsables des fonctions clés participent par ailleurs à chaque réunion du Comité d'audit et des risques qui rend compte de leurs travaux au Conseil.



B.1.1.2 Comités sous la responsabilité du Conseil d'Administration

Comité d'Audit et des Risques

Le Comité d'audit et des risques est une émanation du Conseil d'administration et lui rapporte sur les sujets relevant de ses missions. Il est composé de trois administrateurs. Conformément au règlement intérieur, participent à ce Comité les Commissaires aux comptes, le Directeur financier et les quatre responsables des fonctions clés. Peut assister également aux réunions toute personne en charge ou habilitée à reporter les questions relatives au contrôle des risques, à la solvabilité, aux travaux d'audit, à la finance et à la comptabilité. Le Comité se réunit au moins six fois par an sur l'initiative de son Président, ou à la demande du Président du Conseil d'administration ou du Directeur général. Il rend compte de ses travaux à la prochaine réunion du Conseil d'administration qui suit le Comité d'audit et des risques, et informe ce dernier sans délai de toute difficulté rencontrée.

Le Comité d'audit et des risques prend en charge les questions relatives à la validation des comptes de Pacifica, suit les travaux de l'Audit interne / externe, examine l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques (veille au traitement adéquat des opérations significatives, des risques majeurs, à la cohérence de l'ensemble, etc.) et suit tout dossier stratégique à la demande de la Direction générale ou du Président du Comité d'audit et des risques ou du Président du Conseil d'administration pouvant avoir un impact majeur sur la situation financière de Pacifica.

B.1.1.3 Direction générale

La Direction générale de Pacifica propose au Conseil les orientations stratégiques et les politiques pour l'ensemble de la compagnie. Elle fixe les modalités opérationnelles de mise en œuvre de la stratégie décidée par le Conseil d'administration de la compagnie et rend compte à ce dernier de son action. Elle supervise, pilote le fonctionnement du système de gouvernance des risques mis en place au sein de la compagnie. Elle fixe des procédures décisionnelles efficaces, une structure organisationnelle qui indique clairement les lignes de reporting, assigne les rôles et responsabilités en matière de contrôle interne et attribue les moyens adéquats.

Elle est directement impliquée dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle interne et s'assure notamment que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées pour la compagnie. Elle veille à ce que les principales informations relatives à la compagnie soient régulièrement reportées et correctement documentées, les principaux dysfonctionnements identifiés et les mesures correctrices mises en œuvre. Elle interagit de manière appropriée avec les comités mis en place au sein de l'entreprise, ainsi qu'avec les responsables de fonction clé.

Guillaume ORECKIN est Directeur général de Pacifica depuis le 17 janvier 2022.

Yann RENAUT, Directeur général Adjoint, a été nommé second dirigeant effectif au Conseil du 27 juillet 2022 sur proposition de la Direction générale.

Enfin, au 1^{er} septembre 2023, Gaël AMBLARD succède à Patrick DEGIOVANNI en tant que Directeur général adjoint et second dirigeant effectif suite à sa nomination en Conseil du 27 juillet 2023.

Ces nominations confortent le caractère collégial de la Direction générale et le principe du double regard.



B.1.1.4 Comités sous la responsabilité de la Direction générale

L'organisation générale

L'organisation générale de Pacifica est articulée autour :

- ▶ Des structures internes, directions et services opérationnels ou fonctionnels ;
- ▶ Des prestations déléguées à la holding Crédit Agricole Assurances qui assure certaines fonctions, comme celles de la Direction des Investissements, la Direction de la Communication Corporate, le département communication clients ou encore la gestion des délégations sur l'activité de règlement des fournisseurs ainsi que l'administration des outils Finance,
- ▶ La Direction de l'Audit est aussi commune à toutes les entités du groupe Crédit Agricole Assurances.
- ▶ Depuis 2013, une large part des activités de la Direction des Ressources humaines a été déléguée à la holding Crédit Agricole Assurances,
- ▶ D'autres prestataires notamment dans les domaines de l'informatique ou de la gestion, peuvent bénéficier de contrats de sous-traitance.
- ▶ De la Direction de la Transformation, créée mi-2022, positionnée comme le partenaire de l'ensemble des métiers de CAA pour servir, avec l'appui de l'écosystème du groupe, les objectifs stratégiques du projet d'entreprise One 2025, cette direction étant composée des métiers suivants :
 - Le marketing Client,
 - La transformation digitale,
 - L'excellence Opérationnelle,
 - La DSI Groupe qui inclue désormais la Plateforme & Infrastructure Dommages du périmètre Pacifica.

Conformément au principe général de responsabilité, des délégations de pouvoir sont conférées, tant au management des structures internes qu'à certains prestataires.

L'appartenance au groupe Crédit Agricole S.A. peut pour certaines fonctions induire un fonctionnement sous forme de lignes métiers incluant des doubles rattachements. Le rattachement à la ligne métier du Groupe est hiérarchique dans le cas des fonctions notamment Risques ainsi que Conformité et Juridique et fonctionnel dans le cas des fonctions centrales Finances, DSI, Communication et Ressources humaines. Les responsables de ces sujets au sein de Pacifica effectuent un double reporting, d'une part à la Direction de Pacifica dont ils dépendent, d'autre part au responsable de la ligne métier Groupe

Le fonctionnement de Pacifica s'appuie en outre sur un Comité de direction et des Comités stratégiques / exécutifs qui jouent un rôle essentiel dans la gouvernance de l'entreprise.

Comités décisionnaires

Les Comités stratégiques / exécutifs, aussi appelés « comités décisionnaires » et auxquels participe la Direction générale couvrent les domaines clés de management de la compagnie, avec l'application systématique du principe de second regard indépendant.

Les Comités décisionnaires mettent en œuvre, à travers leurs décisions, les différentes politiques édictées au sein de la compagnie. Les livrables de ces comités et procédures sont les décisions de gestion qui intègrent à titre principal ou de manière sous-jacente les objectifs fixés en matière de risques.

Les décisions des Comités décisionnaires font l'objet d'un suivi régulier par le Management de la compagnie.



B.1.1.5 Fonctions clés

Conformément à la réglementation Solvabilité 2, quatre fonctions clés ont été mises en place au sein de Pacifica :

- ▶ Une fonction Gestion des Risques ;
- ▶ Une fonction Actuarielle ;
- ▶ Une fonction Conformité ;
- ▶ Une fonction Audit Interne.

Ces fonctions clés, disposant d'un responsable unique, éclairent et assistent la Direction générale et le Conseil d'administration de Pacifica dans l'animation du dispositif de contrôle des risques. Elles disposent de l'autorité et de l'indépendance nécessaires à la bonne réalisation de leurs missions.

1. Fonction Gestion des Risques de Pacifica

Les principes d'organisation et de fonctionnement du dispositif de contrôle des risques de Pacifica ont été établis à partir des normes internes du groupe Crédit Agricole. Ils ont été adaptés et complétés afin d'y intégrer les risques inhérents au métier de l'assurance et les exigences découlant de la directive Solvabilité 2.

Rôles et responsabilités de la fonction

La fonction Gestion des Risques de Pacifica vise à répondre aux enjeux suivants : disposer d'un cadre « risques » incluant notamment une stratégie des risques articulée avec le cadre d'appétit aux risques de Pacifica validé par le Conseil d'administration de Pacifica, mettre en place et animer un système de maîtrise des risques (détection, mesure, dispositif d'alerte, contrôle, déclaration des risques et suivi des plans d'actions), répondre aux besoins de pilotage, rendre compte à la gouvernance de l'exposition aux risques, de son évolution et des éléments de maîtrise.

Organisation de la fonction, rattachement et lien avec les autres directions et entités assurance

La Responsable incarne la fonction de Gestion des Risques (RFGR) de Pacifica au sens de l'article n° 44 de la directive Solvabilité 2. Elle est rattachée hiérarchiquement à la Direction des Risques du groupe Crédit Agricole Assurances et fonctionnellement au Directeur général de Pacifica.

Elle contribue au système de gestion des risques de la compagnie pour la qualité de la gouvernance et des processus de gestion et la qualité du contrôle des risques. Elle élabore et met en œuvre un système de contrôle interne adapté. Dans le cadre de ses missions, la RFGR s'appuie notamment sur la contribution des autres fonctions clés, les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne du groupe et l'analyse de l'ORSA. A cet égard, le Comité des Risques et du Contrôle interne de Pacifica est l'instance de coordination des quatre fonctions clés.

2. Fonction actuarielle de Pacifica

Rôles et responsabilités de la fonction

La Responsable de la Solvabilité et de l'Actuariat de Pacifica, qui incarne la fonction Actuarielle au sens de l'article n° 48 de la directive Solvabilité 2, contribue au système de gestion des risques de la compagnie pour la quantification des risques. Elle est rattachée hiérarchiquement au Directeur général de Pacifica et fonctionnellement au Directeur de la Fonction actuarielle du groupe Crédit Agricole Assurances.

La fonction Actuarielle de Pacifica, distincte des fonctions opérationnelles en respect du principe de séparation des tâches, a pour principales missions :

- ▶ De coordonner le calcul des provisions techniques prudentielles ;
- ▶ De garantir le caractère approprié des méthodologies, des modèles sous-jacents et des hypothèses utilisés pour le calcul des provisions techniques prudentielles ;
- ▶ D'apprécier la suffisance et la qualité des données utilisées dans le calcul des provisions techniques prudentielles ;
- ▶ D'émettre un avis sur la politique globale de souscription et sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance.

La fonction Actuarielle formalise l'ensemble de ses travaux et de ses conclusions dans un rapport de fonction Actuarielle annuel.



Organisation de la fonction Actuarielle au sein de Pacifica

La Direction de la Solvabilité et de l'Actuariat est articulée autour d'un pôle « Souscription et Réassurance », d'un pôle « Pilier 1 et ALM » et d'un pôle « Pilier 2 et IFRS 17 ».

3. Fonction de vérification de la Conformité de Pacifica

Les principes d'organisation de la fonction Conformité du groupe Crédit Agricole Assurances s'inscrivent dans ceux de la ligne métier Conformité du groupe Crédit Agricole S.A. et les exigences découlant de Solvabilité 2.

Rôles et responsabilités de la fonction

La fonction Conformité de Pacifica vise à répondre aux enjeux suivants :

- ▶ Prémunir la compagnie contre les risques de non-conformité aux lois et aux règlements applicables à ses activités incluant également les domaines relevant de la conformité tels que définis par la ligne métier du groupe Crédit Agricole S.A. ;
- ▶ Déployer des dispositifs concourant à la maîtrise des risques de non-conformité et assurer la communication associée à des missions auprès de la gouvernance.

Son organisation repose sur un principe de subsidiarité, chaque filiale du groupe Crédit Agricole Assurances ayant les moyens nécessaires pour la gestion des risques inhérents à ses propres activités.

Organisation de la fonction Conformité au sein de Pacifica

Le Secrétaire Général de Pacifica incarne la fonction Conformité de la Compagnie prévue par l'Article n° 46 de la directive Solvabilité 2. Il s'assure en particulier de la conformité à la réglementation des nouveaux produits et nouvelles activités. La fonction Conformité bénéficie également des contributions du service juridique et coopère, en tant que de besoin, avec les autres participants au dispositif de contrôle interne.

4. Fonction Audit Interne de PACIFICA

Rôles et responsabilités de la fonction

La Fonction de l'Audit interne mène des missions d'audit, sur pièces et sur place, portant sur l'ensemble du périmètre de contrôle interne de Pacifica, incluant ses prestataires de service essentiels. Ses missions ont pour objet de s'assurer de la correcte mesure et maîtrise des risques, de l'adéquation et de l'efficacité des dispositifs de contrôle, de la conformité des opérations et du respect des procédures, de la correcte mise en œuvre des actions correctrices décidées, et enfin d'évaluer la qualité et l'efficacité du fonctionnement. Elles permettent de fournir une opinion professionnelle et indépendante sur le fonctionnement et le contrôle interne de Pacifica et de ses entités à la Direction générale et au Conseil d'administration. La Direction de l'Audit des Assurances (DAA) exerce cette fonction Audit interne.

Organisation de la fonction Audit Interne au sein de Pacifica

La fonction Audit Interne est incarnée par le superviseur de la DAA en charge de l'audit Pacifica, rattaché au Directeur de l'Audit du Groupe Crédit Agricole Assurances. Le cadre, les principes et les modalités d'organisation de la DAA sont précisées dans la politique d'audit interne approuvée par les Conseils d'Administration du Groupe Crédit Agricole Assurances et de ses filiales. Par ailleurs afin de garantir son indépendance, le Directeur de l'Audit du Groupe Crédit Agricole Assurances bénéficie d'un rattachement hiérarchique à la Ligne Métier Audit Inspection du Crédit Agricole et fonctionnel au Directeur général du Groupe Crédit Agricole Assurances. Ce dernier veille en particulier à ce que les moyens nécessaires lui soient alloués pour l'accomplissement de ses missions.

Comité sous la responsabilité de la Direction générale

Le Comité Risques et Contrôle Interne assure la coordination des 4 fonctions clés de Pacifica au sens de la directive Solvabilité 2. Ce dernier examine en particulier les évolutions du périmètre et des moyens alloués au dispositif de contrôle interne, les évolutions réglementaires significatives, les principales zones de risques identifiées dans le cadre de l'activité des 4 fonctions clés ainsi que les mesures d'atténuation engagées et mises en œuvre, les principaux projets ou évolutions de l'organisation ou des dispositifs de contrôle, les rapports des autorités de contrôle et de supervision. Le Comité Risques et Contrôle Interne se réunit chaque trimestre au niveau de Pacifica.



B.1.2 Changements importants au sein de la gouvernance survenus au cours de la période de référence

Au cours de l'exercice 2023, les changements majeurs survenus au sein de la gouvernance sont les suivants :

- ▶ Nomination d'un nouveau Directeur général Adjoint, nommé second dirigeant effectif à compter du 1^{er} septembre ;
- ▶ Nomination d'une nouvelle responsable Fonction clé Audit Interne au 18 septembre.

Par ailleurs, plusieurs changements au sein du Conseil d'administration ont été opérés :

Nomination en qualité de censeur	Laurent CAZELLES (07/02/2023) Gerald GREGOIRE (17/10/2023)
Démission en qualité de censeur	Laurent CAZELLES (17/10/2023) José SANTUCCI (07/02/2023)
Nomination en qualité de Président du CA	Laure LESME-BERTHOMIEUX (07/02/2023)
Nomination en qualité d'administrateur	José SANTUCCI (07/02/2023) Christophe GRELIER (07/02/2023) Cécile MOUTON (27/07/2023) Laurent CAZELLES (17/10/2023) Arnaud BODOLEC (29/09/2023) Selma DUPONT DRISSI (17/10/2023) Nicolas DENIS (06/12/2023)
Démission du mandat d'administrateur	Nicolas DENIS (07/02/2023) Clotilde L'ANGEVIN (27/07/2023) Xavier MALHERBET (17/10/2023) Véronique FAUJOUR (17/10/2023) Philippe DUMONT (06/12/2023)

B.1.3 Informations relatives à la politique de rémunération

B.1.3.1 Présentation générale et principales composantes de la politique de rémunération des membres du Conseil d'administration et de la Direction générale

Conseil d'administration

Jetons de présence

Il n'est pas alloué de jetons de présence pour les membres du Conseil d'administration de Pacifica.

Informations sur les dispositifs ouvrant droits à des composantes variables de la rémunération (options sur actions, actions)

Les mandataires sociaux de Pacifica ne détiennent aucune option d'achat, de souscription ou d'attribution gratuite d'actions. Crédit Agricole Assurances n'ayant pas de titres de capital admis aux négociations, mais seulement des titres de créances, de tels éléments de rémunération en actions Crédit Agricole Assurances ne sont donc pas attribués.

Dirigeants mandataires sociaux

Le mandat du Directeur général de Pacifica est effectué à titre gratuit. Le Directeur général de Pacifica ne bénéficie pas d'avantages en nature, de régimes spécifiques de retraite, de prévoyance ou d'indemnité de rupture liés à son mandat social.

Il est cependant « personnel identifié » (tels que défini dans la section « Rémunération des personnels identifiés » ci-après) et les rémunérations perçues font l'objet d'un encadrement visant à garantir leur alignement avec les intérêts long-terme de l'entreprise.



B.1.3.2 Principes généraux, objectifs et gouvernance de la politique de rémunération, compétences et honorabilité

Objectifs de la politique de rémunération, compétences et honorabilité

Principes généraux

La politique de rémunération du groupe Crédit Agricole Assurances et donc de Pacifica est déclinée de la politique de rémunération du Groupe Crédit Agricole S.A. définie par la Direction générale de Crédit Agricole S.A., sur proposition de la Direction des Ressources humaines du groupe Crédit Agricole S.A. et après avis du Comité de contrôle des politiques de rémunération du groupe Crédit Agricole S.A. Cette politique est examinée et validée chaque année par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

Objectifs

Crédit Agricole S.A. a défini une politique de rémunération responsable qui s'attache à porter les valeurs du Groupe dans le respect de l'ensemble des parties prenantes : collaborateurs, clients et actionnaires. Elle a pour objectif la reconnaissance de la performance individuelle et collective dans la durée.

Dans le cadre des spécificités de ses métiers, de ses entités juridiques et des législations pays, le Groupe veille à développer un système de rémunération qui assure aux collaborateurs des rétributions cohérentes vis-à-vis de ses marchés de référence afin d'attirer et retenir les talents dont le Groupe a besoin. Les rémunérations sont dépendantes de la performance individuelle mais aussi collective des métiers. Enfin, la politique de rémunération tend à limiter la prise de risques excessive.

La politique de rémunération de Pacifica est ainsi élaborée en déclinaison des objectifs définis par le Groupe tout en s'attachant à les adapter aux différentes catégories de collaborateurs et aux particularités du marché de l'Assurance.

Gouvernance

Les politiques et pratiques de rémunération de Pacifica sont donc placées sous la gouvernance des groupes Crédit Agricole Assurances et Crédit Agricole S.A.

La politique de rémunération de Pacifica est proposée chaque année par le Responsable des Ressources humaines au Directeur général. Un accord annuel sur les salaires est alors négocié entre les Délégués syndicaux des organisations syndicales de l'UES de Pacifica et la Direction générale.

Le corpus de règles en matière de rémunération est ensuite présenté à l'ensemble du Comité de Direction et le planning des opérations de fin d'année est diffusé, pour information, aux collaborateurs de l'encadrement supérieur.

B.1.3.3 Principales composantes de la politique de rémunération des collaborateurs et cadres dirigeants

Collaborateurs

La rétribution des collaborateurs repose sur les éléments suivants :

- ▶ Le salaire de base ;
- ▶ La rémunération variable individuelle ;
- ▶ La rémunération variable collective ;
- ▶ La rémunération variable long terme et différée ;
- ▶ Les périphériques de rémunérations (régimes de retraite supplémentaires et de prévoyance santé).

Pacifica compare ses pratiques à celles des sociétés d'assurance et de réassurance du marché français et vise ainsi à positionner la rémunération globale de ses collaborateurs à la médiane des pratiques de marché.

La rémunération variable individuelle rétribue la performance du collaborateur et constitue une partie intégrante de la structure de rémunération annuelle. Elle repose sur l'évaluation précise des résultats obtenus par rapport aux objectifs spécifiques de l'année en tenant compte des conditions de mise en œuvre.





En réponse aux exigences réglementaires européennes (Solvabilité 2) mais également américaines (Volcker Rule), des règles de bonne conduite ont été intégrées à la politique de rémunération afin que les pratiques de rémunération :

- ▶ Ne créent pas des incitations qui pourraient encourager les personnes concernées à favoriser leurs propres intérêts au détriment potentiel de leur client ;
- ▶ N'encouragent pas la prise de positions spéculatives au sein des activités de négociation pour compte propre permise par les textes ;
- ▶ Interdisent aux collaborateurs tout recours à une stratégie individuelle de couverture ou assurance de maintien de revenu ou de responsabilité civile qui compromettrait l'alignement sur les risques prévus par les dispositifs de rémunération variable.

Toujours en réponse aux exigences réglementaires fixées par Solvabilité 2, depuis l'exercice 2016 et afin de prévenir tout conflit d'intérêt, la rémunération des personnels occupant des fonctions dites « clés » est fixée indépendamment de celle des métiers dont ils valident ou vérifient les opérations. Les objectifs qui leur sont fixés et les indicateurs servant à la détermination de leur rémunération variable ne prendront pas en considération des critères relatifs aux résultats et aux performances économiques des entités dont ils assurent le contrôle.

Enfin, suite à l'entrée en vigueur de la Directive sur la Distribution d'Assurances, les règles de bonne conduite ont été complétées afin que les pratiques de rémunération n'entravent pas la capacité des salariés à agir aux mieux des intérêts des clients, ni ne les dissuadent de présenter l'information de manière impartiale, claire et non trompeuse.

La rémunération variable collective rétribue la performance collective de Pacifica. Elle est constituée de la participation et de l'intéressement. Elle est complétée d'un Plan d'Epargne d'Entreprise et d'un Plan d'Epargne pour la Retraite Collective au bénéfice de l'ensemble des collaborateurs.

Cadres dirigeants

Rémunération Variable Personnelle

Les cadres dirigeants de Pacifica bénéficient du programme de rémunération variable déployé au sein du groupe Crédit Agricole S.A. : la Rémunération Variable Personnelle (RVP), fondée sur le management par objectifs et l'atteinte d'objectifs individuels et collectifs prédéfinis sur le périmètre de responsabilité du collaborateur.

Ce programme a été décliné et adapté aux Directeurs Généraux adjoints et Directeurs de Pacifica qui bénéficient également d'une Rémunération Variable Personnelle.

Le calcul de la rémunération variable personnelle (RVP) mesure la performance individuelle sur la base d'objectifs collectifs et individuels autour de 4 champs : les résultats économiques, le capital humain, les clients internes/externes et la société.

La rémunération variable attribuée est également directement impactée par la constatation de comportements non respectueux des exigences d'honorabilité, des règles et procédures de conformité et des limites de risques.

Les niveaux de rémunération variable annuelle sont définis en pourcentage du salaire de base et sont croissants selon le niveau de responsabilité du dirigeant.

Chaque cadre dirigeant, quel que soit son métier ou sa fonction, a une part de ses objectifs économiques assise sur des critères Groupe, cette part dépendant de son niveau de responsabilité, l'autre part étant assise sur la base des objectifs économiques de son entité.



La rémunération variable long terme

Le plan de rémunération long terme mis en place par le groupe Crédit Agricole S.A. en 2011, peuvent prendre la forme d'un plan d'attribution d'actions et/ou de numéraire indexé sur un critère pertinent reflétant la croissance de la valorisation de Crédit Agricole S.A.

Les attributions sont annuelles et décidées sur proposition du Directeur Général de Crédit Agricole S.A. pour chaque cadre dirigeant en fonction de sa performance et de son potentiel et par le Directeur Général de CAA pour les personnes clés et collaborateurs à haut potentiel.

Les objectifs du plan de rémunération variable long terme sont :

- ▶ Renforcer le lien entre performance durable et rémunération ;
- ▶ Adapter les structures de rémunération, en cohérence avec la réglementation, en permettant une gestion des rémunérations à horizons court terme et long terme ; Aligner les intérêts des cadres dirigeants avec ceux des actionnaires et la performance du Groupe sur le long terme ;
- ▶ Renforcer l'attractivité du Groupe et sa capacité à retenir ses talents ;
- ▶ Permettre le partage de la création de valeur de l'entreprise avec les collaborateurs clés.

Les actions et/ou le numéraire indexé sur la performance de l'action, sous réserve de la réalisation des conditions de performance, sont acquises définitivement par tiers au prorata temporis sur une période de trois ans.

A la suite de l'acquisition définitive, les règlements de plans peuvent prévoir une période de conservation obligatoire des actions ou de rétention du numéraire indexé.

Au terme de la période de différé, l'acquisition définitive des actions et/ou du numéraire indexé est liée à la réalisation de conditions exigeantes de performance durable, en fonction de critères de performance économique, financière et sociétale de Crédit Agricole S.A.

Ces critères de performance sont arrêtés lors de la mise en place de chaque plan.

Informations sur les principales caractéristiques des régimes de retraite supplémentaire

De 2011 à 2019, le régime de retraite supplémentaire était constitué d'une combinaison de régimes de retraite à cotisations définies et d'un régime à prestations définies de type additif :

- ▶ Les cotisations cumulées des deux régimes de retraite supplémentaire à cotisations définies (le régime de branche et le régime collectif d'entreprise), sont égales à 8 % du salaire brut plafonné à concurrence de huit fois le plafond de la Sécurité Sociale (dont 5 % à la charge de l'employeur et 3 % à la charge du bénéficiaire) ;
- ▶ Les droits du régime additif à prestations définies, qui sont déterminés sous déduction de la rente constituée dans le cadre des régimes à cotisations définies. Ces droits sont égaux, sous condition de présence au terme, au produit d'un taux de pension compris entre 0,125 % et 0,30 % par trimestre d'ancienneté, dans la limite de 120 trimestres, et de la rémunération de référence.

Ce régime de retraite supplémentaire à prestations définies répond aux recommandations du Code AFEP-MEDEF ainsi qu'aux anciennes dispositions de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce qui, pour les périodes concernées, limitaient le rythme d'acquisition des droits des régimes à prestations définies à 3% par an (texte abrogé par l'ordonnance n°2019-1234 du 27 novembre 2019).

En tout état de cause, à la liquidation, la rente totale de retraite est plafonnée, tous régimes confondus, à 70 % de la rémunération de référence par application du règlement de retraite supplémentaire des cadres dirigeants de PACIFICA.

Dans le cadre de la loi PACTE et conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019, le régime additif à prestations définies a été définitivement fermé depuis le 4 juillet 2019 et les droits conditionnels qu'il procure ont été cristallisés au 31 décembre 2019.

Les droits constitués au sein du Groupe antérieurement à la date d'effet du règlement de 2011, sont maintenus conformément aux dispositions du règlement et se cumulent le cas échéant, avec les droits nés de l'application du règlement en vigueur pour le calcul du plafonnement de la rente versée.





Ainsi, aucun droit supplémentaire au titre du régime de retraite supplémentaire à prestations définies ne sera octroyé au titre des périodes d'emploi postérieures au 1er janvier 2020. Les droits constitués au titre des périodes d'emploi antérieures au 1er janvier 2020 continueront à être calculés sur le salaire de fin de carrière, dans les conditions prévues par le régime, et le bénéfice de ces droits passés reste aléatoire et soumis à condition de présence.

Depuis le 1er janvier 2020, PACIFICA a déployé un nouveau dispositif d'épargne à vocation retraite, mis en place par Crédit Agricole S.A., et qui permettra la constitution d'un capital de façon progressive avec l'aide de l'entreprise. Ce dispositif est constitué d'un régime à cotisations définies Article 82 et d'attributions gratuites d'actions. Une partie de ce capital évoluera ainsi au gré de la performance du Groupe, renforçant l'alignement avec les objectifs de croissance forte et durable de la stratégie d'entreprise du Groupe.

Prime de performance sur objectifs des Cadres et Non Cadres

Les primes de performance reposent sur l'évaluation précise des résultats obtenus par rapport aux objectifs spécifiques de l'année (combien) en tenant compte des conditions de mise en œuvre (comment). Elles ne rémunèrent pas la réalisation des missions liées à la fonction.

Le degré d'atteinte ou de dépassement des objectifs est le point central pris en compte pour l'attribution des primes de performance ; mais il doit être accompagné d'une appréciation qualitative sur la manière dont les objectifs ont été atteints (en termes d'autonomie, d'implication, d'incertitude, de contexte...) et au regard des conséquences pour les autres acteurs de l'entreprise (manager, collègues, autres secteurs...).

La prise en compte de ces aspects permet de différencier l'attribution des primes selon les situations.

L'évaluation est formalisée dans le cadre d'un entretien annuel d'évaluation.

En synthèse, la prime de performance est variable d'un collaborateur à l'autre (y compris au sein d'une même catégorie) et d'une année sur l'autre. Cette variabilité pouvant aller jusqu'à zéro.

B.1.3.4 Rémunération des personnels identifiés

La détermination des collaborateurs en tant que personnel identifié relève d'un processus conjoint entre la Direction des Risques et du Contrôle permanent, la Conformité et la Direction des Ressources humaines. Ce processus est sous la supervision du Comité des rémunérations de Crédit Agricole S.A.

Les collaborateurs dits « personnels identifiés » couvrent les collaborateurs appartenant à une catégorie de personnel susceptible d'avoir un impact sur le profil de risque de par leurs fonctions exercées, à savoir :

- ▶ Les mandataires sociaux et dirigeants effectifs ;
- ▶ Les membres du comité exécutif de Crédit Agricole Assurances ;
- ▶ Le personnel exerçant les fonctions clés ;
- ▶ Les responsables d'activité de souscription et de développement commercial ;
- ▶ Les responsables des investissements.

B.1.4 Principales caractéristiques des transactions significatives avec les parties liées

NB : il est indiqué qu'en 2022, il y a eu un versement de 20 M€ de dividendes en actions. L'opération a en fait été réalisée en 2023 au titre des dividendes 2022.

Les transactions significatives réalisées sur l'exercice 2023 sont de deux ordres :

Dividendes

Les dividendes ont impacté les capitaux propres au cours de l'exercice 2023 de la manière suivante :

- ▶ La distribution du dividende 2022 réglée en 2023 s'élève à :
 - 57,9 M€ en numéraire ;
 - 20 M€ en actions.
- ▶ L'acompte sur dividende au titre de l'exercice 2023 s'élève à 50,1 M€ ;
- ▶ La composante numéraire du dividende prévisible restant à payer, au titre de l'exercice 2023, s'élève à 61,3 M€.

Le dividende total au titre de l'exercice 2023 est donc de 111,4 M€.



Refinancement

Deux mouvements sont intervenus en décembre 2023 sur les dettes subordonnées Pacifica : remboursement de 35 m€ d'une dette en Tier 2 émise en 2012, et une nouvelle émission, également en Tier 2, de 35 m€.

B.2 EXIGENCES DE COMPÉTENCE ET D'HONORABILITÉ

Le groupe Crédit Agricole Assurances, et de fait Pacifica, ont formalisé les règles d'appréciation et de justification de la compétence (individuelle et collective) et de l'honorabilité des personnes visées (Conseils d'administration, dirigeants effectifs et responsables des fonctions clés) au sein de la « politique de compétence et d'honorabilité des compagnies d'assurance du groupe Crédit Agricole ».

Cette politique est revue annuellement et modifiée si un évènement le justifie (ex : modification de règles d'appréciation et de justification de la compétence et de l'honorabilité). Cette modification est alors portée à la connaissance du Président du Conseil et du Directeur général de Crédit Agricole Assurances.

B.2.1 Dispositions du groupe Crédit Agricole Assurances en matière de compétence et d'honorabilité

B.2.1.1 Dispositions en matière de compétence

Compétence collective des Conseils d'administration

L'appréciation de la compétence collective se fait au regard de l'ensemble des qualifications, des connaissances et des expériences de ses membres. Elle tient compte des différentes tâches confiées à chacun de ces membres, afin d'assurer une diversité de qualifications, de connaissances et d'expériences propre à garantir une gestion et une supervision professionnelles de l'entreprise.

Compétence individuelle des administrateurs, des dirigeants effectifs et des responsables des fonctions clés

L'appréciation de la compétence individuelle :

- ▶ Pour les administrateurs : est un moyen d'appréciation pour les fonctions individuelles qui leur sont attribuées mais aussi pour la détermination de la compétence collective ;
- ▶ Pour les dirigeants effectifs et les responsables des fonctions clés : tient compte des diplômes, de l'expérience de manière proportionnée aux attributions. Elle se base également sur l'existence des mandats antérieurs et sur l'ensemble des formations suivis tout au long du mandat.

Domaine de compétence

Les domaines de compétence énoncés par Solvabilité 2 sont au nombre de cinq aussi bien pour l'appréciation de la compétence individuelle que pour la compétence collective. Il s'agit des domaines de l'assurance, de la gestion, de la finance, de la comptabilité et de l'actuariat (Article 273 du Règlement de la Commission Européenne complétant la directive Solvabilité 2).

Conformément à l'article R 322-11-6 du Code des assurances, le Conseil d'administration doit disposer collectivement des connaissances et de l'expérience nécessaires en matière de marchés de l'assurance et marchés financiers, de stratégie de l'entreprise et de son modèle économique, de son système de gouvernance, d'analyse financière et actuarielle et d'exigences législatives et réglementaires applicables à l'entreprise d'assurance.

Les compétences attendues par domaine sont décrites en détail dans la politique de compétence et d'honorabilité des compagnies d'assurance du groupe Crédit Agricole .



B.2.1.2 Dispositions en matière d'honorabilité

Principes

L'honorabilité est appréciée en vérifiant que chaque personne n'a pas fait l'objet de condamnation pour : blanchiment, corruption, trafic d'influence, détournement de biens, trafic de stupéfiants, fraude fiscale, faillite personnelle, etc. La réputation des personnes ainsi que leur intégrité sont aussi des éléments à prendre en considération dans l'évaluation.

Cas de non honorabilité

Les personnes faisant l'objet d'une condamnation doivent cesser leur activité dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle la décision de justice est définitive.

Preuve

La preuve demandée pour justifier de l'honorabilité consiste, a minima, en la production d'un extrait de casier judiciaire ou à défaut un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative compétente.

B.2.1.3 Dispositions en matière de notification auprès de l'autorité de contrôle

L'ensemble des dirigeants effectifs et des responsables des fonctions clés en activité fait l'objet d'une notification à l'autorité de contrôle ainsi que toute nomination ou renouvellement de poste.

Le Service Juridique de Pacifica est en charge de recenser les informations nécessaires pour préparer les dossiers de notification auprès de l'ACPR.

B.2.2 Processus d'appréciation et de justification de la compétence et de l'honorabilité

B.2.2.1 Dispositif d'appréciation de la compétence

Compétence individuelle

L'appréciation s'appuie essentiellement sur les expériences acquises (fonction actuelle, mandats antérieurs, etc.) et les principes d'appréciation retenus se basent sur les éléments suivants :

- ▶ **Dirigeants effectifs et responsables des fonctions clés** : l'appréciation de leur compétence, sur l'ensemble des 5 domaines s'agissant des dirigeants effectifs et sur leur domaine de responsabilité pour les responsables des fonctions clés, se fait au regard de leurs diplômes, des mandats antérieurs, des expériences, des formations suivies qui sont détaillés dans le cadre du dossier d'agrément transmis à l'ACPR pour leurs fonctions exercées au sein d'une compagnie d'assurance ;
- ▶ **Administrateurs** : l'appréciation de leur compétence sur l'ensemble des 5 domaines cités précédemment se fait au regard de leurs diplômes, des mandats antérieurs et de leurs expériences et des agréments au titre des fonctions de dirigeants exercées.

Pour le recensement des diplômes, des mandats, des expériences et des formations suivies, un support a été mis en place. Ce support intitulé « Appréciation et justification Compétence / Expérience / Connaissance » est complété pour tous les administrateurs, les dirigeants.

Les règles d'analyse de l'évaluation individuelle sont décrites dans la politique de compétence et d'honorabilité des compagnies d'assurance du groupe Crédit Agricole.

Compétence collective

L'appréciation de la compétence collective des Conseils d'administration se fait à partir de l'étude de toutes les compétences individuelles des administrateurs. En effet, Pacifica s'attache à capitaliser sur les diplômes, mandats et expériences mais également à vérifier un niveau de compétence sur les 5 thèmes requis par la directive Solvabilité 2 en vue d'établir et de proposer des plans de formations aux administrateurs.

En complément du support demandé pour l'appréciation de la compétence individuelle, un questionnaire permettant d'évaluer le niveau de compétence attendu pour chacun des 5 thèmes est déployé auprès des administrateurs. Ce questionnaire est intitulé « auto-évaluation des connaissances liées à Solvabilité 2 ». Pour les administrateurs déjà en poste il doit être complété une seule fois à la mise en œuvre de Solvabilité 2. Pour les nouveaux administrateurs, il doit être complété lors de leur nomination.



Les niveaux de compétence attendus ainsi que les règles d'analyse de l'appréciation collective sont décrits dans la politique de compétence et d'honorabilité des compagnies d'assurance du groupe Crédit Agricole.

B.2.2.2 Plan de formation

L'analyse des résultats des évaluations des compétences réalisées permet de déterminer les plans de formations à mettre en œuvre.

- ▶ **Dirigeants effectifs et responsables des fonctions clés** : dans le cadre de la prise de fonction et suivant les besoins identifiés, des plans de formations peuvent être proposés et suivis par les dirigeants effectifs et les responsables des fonctions clés à titre individuel ;
- ▶ **Administrateurs** : le plan de formation proposé est identique pour tous les membres d'un même conseil. Néanmoins, des zooms sur des aspects spécifiques peuvent être réalisés sur demande d'un administrateur ce qui peut venir étayer le plan de formation collectif ou ces formations peuvent être dispensées à titre individuel.

B.2.2.3 Dispositif d'appréciation de l'honorabilité

Le Secrétariat général de Crédit Agricole Assurances et sa Direction juridique apporte la preuve de l'honorabilité des administrateurs, des dirigeants effectifs et des responsables des fonctions clés et justifie qu'ils n'ont pas fait l'objet de condamnations, de sanctions judiciaires ou pénales.

Pour ce faire, en complément de la production d'un extrait de casier judiciaire ou d'un document équivalent, une déclaration sur l'honneur est transmise aux administrateurs, aux dirigeants effectifs et aux responsables des fonctions clés pour signature afin de justifier de leur honorabilité.

B.3 SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES, Y COMPRIS L'ÉVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITÉ

B.3.1 Dispositif de gestion des risques

La gestion des risques de Pacifica s'inscrit dans le cadre de la stratégie risques de la compagnie et dans les principes de fonctionnement de la ligne métier risques assurances, qui est structurée selon un mode de fonctionnement croisant les organisations de niveau Pacifica avec les approches groupe Crédit Agricole Assurances par type de risques.

Pour mener à bien ses orientations stratégiques, en maîtrisant et encadrant de façon appropriée ses risques, Pacifica se fixe un cadre d'appétit aux risques composé d'un premier volet qui s'articule autour des dimensions solvabilité, résultat et valeur, lesquelles se déclinent pour le deuxième volet en indicateurs clés par nature de risques.

Afin de sécuriser la réalisation de ses objectifs, Pacifica formalise dans sa stratégie risques le dispositif d'encadrement et de surveillance des différents risques auxquels l'expose la mise en œuvre de sa stratégie métiers (risques techniques – assurance et réassurance – risques financiers et risques opérationnels), et notamment l'ensemble des limites et seuils d'alerte afférents. La stratégie risques est revue au moins annuellement et est soumise pour approbation à la direction générale de Pacifica. Elle est validée, ainsi que le cadre d'appétit aux risques, par le Conseil d'administration de la compagnie. Tout dépassement d'une limite ou franchissement d'un seuil d'alerte, ainsi que les mesures correctives associées sont notifiés à la Direction générale de Crédit Agricole Assurances, voire des Risques du groupe Crédit Agricole S.A, s'agissant de limites de leur ressort. Ce dispositif de gestion des risques est complété par le dispositif d'évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA) comme présenté ci-dessous dans la section B.3.2.

La cartographie des risques constitue l'outil permettant d'identifier et d'évaluer les risques auxquels chaque entité est exposée. Elle est élaborée à partir des sources d'information disponibles et des systèmes de mesure existants, qui ont été normés au sein du groupe Crédit Agricole Assurances : tableaux de bord des risques, cartographie des risques opérationnels, résultats des contrôles permanents, de la collecte des incidents et des pertes opérationnelles, constats des missions d'audit, analyses des différents métiers ...

Par ailleurs, le cadre de risques est complété d'un corpus risques comprenant les politiques Solvabilité 2.

Au-delà de l'identification des principales expositions aux risques, la Direction des Risques exerce, en lien avec les autres Directions métiers dont le juridique, une veille permanente sur les risques relatifs aux activités



d'assurance. Cette veille s'alimente de nombreuses sources (recherches économiques, études internes et externes, provenant de cabinets de conseil ou publiées par l'EIOPA, l'ACPR ou encore la FFA...).

Pacifica délègue le contrôle des risques financiers au RFGR du groupe Crédit Agricole Assurances qui s'appuie sur le référent Risques financiers, intervenant en transverse pour le groupe Crédit Agricole Assurances. Ainsi, celui-ci actualise le corpus Risques financiers groupe Crédit Agricole Assurances, composé de procédures et politiques de risques déclinées par univers de gestion, pour être applicable aux mandats de gestion confiés par les entités à la société de gestion d'actifs du groupe Crédit Agricole, Amundi, et émet les analyses de risques financiers et avis risques pour compte commun. Ces avis portent notamment sur les investissements réalisés en direct par la Direction des Investissements de Crédit Agricole Assurances, sur décision du Directeur général du groupe Crédit Agricole Assurances dans le respect d'un schéma délégataire. La RFGR de Pacifica s'assure de la correcte mise en œuvre sur le périmètre de Pacifica de la politique financière validée par son Conseil d'administration et du respect des limites de risque associées. Elle exerce cette mission en participant notamment au Comité Stratégique de Placement de Pacifica.

La surveillance et le pilotage des risques de sécurité des systèmes d'information, de continuité d'activité sur le périmètre du groupe Crédit Agricole Assurances sont centralisés sous l'égide du MRSI (Manager des risques SI et PCA) et sont dissociés du suivi opérationnel de ces risques sous l'égide du CISO (Chief Information Security Officer), également centralisé. Le rôle de deuxième regard du MRSI s'étend en outre à la sécurité des biens et des personnes.

Le contrôle des autres types de risques est sous la responsabilité du RFGR de Pacifica, en veillant au partage des bonnes pratiques selon un prisme groupe Crédit Agricole Assurances (contrôle de la distribution, risques opérationnels, risques de non-conformité, risque de réputation).

Le tableau de bord Risques et le tableau de bord Contrôles trimestriels de Pacifica, qui s'alimentent à partir des indicateurs normalisés de gestion des risques, permettent de surveiller le profil de risque de Pacifica afin d'en identifier les éventuelles déviations, et de suivre le respect des limites et seuils d'alerte définis dans la stratégie risques.

La RFGR de Pacifica et son équipe participent à des comités périodiques de niveau Groupe Crédit Agricole Assurances (Comité bimensuel de surveillance des risques, Comité des modèles assurantiels, Comité usage et priorisation, Comité Pilier II) qui permettent de partager les attendus groupe ainsi que les reportings et faits marquants associés aux suivis des risques de Pacifica.

B.3.2 Dispositif ORSA

Le dispositif d'évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA) est placé sous la responsabilité conjointe de la fonction clé Gestion des Risques et de la fonction clé Actuarielle, avec une contribution de la finance, et s'appuie sur le dispositif de gestion des risques existant (stratégie Risques notamment).

La démarche ORSA est intégrée au fonctionnement de l'entreprise et s'inscrit dans les processus décisionnels en place adaptés aux trois niveaux de décision :

- ▶ Au niveau stratégique : présentation au Conseil d'administration, pour validation, des enjeux stratégiques et du cadre d'appétit au risque, en référence aux objectifs de solvabilité, rentabilité et valeur, et qui trouve sa traduction au sein de la stratégie Risques sous forme de limites de tolérance au risque (le cadre d'appétit au risque est décrit en section 5) ;
- ▶ Au niveau du pilotage via la synchronisation avec le processus de planification Plan Moyen Terme ;
- ▶ Au niveau opérationnel, via les études d'allocation, tarification, etc., intégrant les critères économiques ORSA.

La vision ORSA est prise en compte dans les processus de pilotage des principaux risques, à travers des indicateurs opérationnels de suivi des risques harmonisés au niveau du Groupe, les limites associées en fonction de l'appétit au risque, les leviers d'action.

L'ORSA est réalisé annuellement mais peut être actualisé en infra-annuel, en cas de changement significatif de l'environnement ou du profil de risques. Il s'alimente à partir des calculs et des éléments basés sur l'utilisation de la formule standard, dont la cohérence globale est assurée par le cadre normatif de référence défini par le groupe Crédit Agricole Assurances :

- ▶ Des guidelines ORSA prospectifs Groupe fixant notamment des points structurants de méthodologie ;

- ▶ Des scénarios ORSA Groupe appliqués par l'ensemble des entités et établis en lien avec le profil de risque consolidé du groupe Crédit Agricole Assurances. Ces scénarios sont complétés par Pacifica par des scénarios captant des risques significatifs à son niveau et non couverts par les scénarios Groupe ;
- ▶ Un ensemble d'indicateurs partagés au niveau Groupe pour alimenter le socle commun minimum du tableau de bord Risque Groupe et entités et ainsi faciliter l'évaluation du profil de risques à chacun des niveaux, l'agrégation des indicateurs et leur analyse.

Ainsi l'ORSA 2023 a couvert les trois évaluations réglementaires de besoin global en solvabilité, conformité permanente et adéquation des hypothèses de la formule standard avec utilisation des USP au profil de risque. Les scénarios prospectifs joués sont les scénarios financiers communs à toutes les entités du Groupe CAA et des scénarios spécifiques soit un scénario technique de sinistralité climatique et corporelle incluant un risque de sous placement de la réassurance et un scénario combinant ce scénario technique et le stress budgétaire.

Ces travaux fournissent des éléments sur les besoins de financement de la compagnie, en qualité et en quantité, qui permettent de définir les opérations éventuelles de financement à mettre en place si ces scénarios se produisent (commenté en section 5). Ils aident aussi à identifier les leviers d'actions en cas d'évolution vers l'un des scénarios adverses.

B.4 SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

Le contrôle interne se définit comme l'ensemble des dispositifs mis en place pour assurer la maîtrise des processus concourant à la gestion des activités et des risques de toute nature auxquels l'entité est exposée, permettant la régularité (au sens de la réglementation), la sécurité et l'efficacité des opérations.

Pacifica a mis en place un dispositif adéquat de contrôle interne dont l'organisation répond aux principes suivants :

- ▶ Couverture exhaustive des activités et des risques et responsabilité des acteurs, la Direction générale étant directement impliquée dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne ;
- ▶ Définition claire des tâches, séparation effective des fonctions d'engagement et de contrôle, processus de décision fondés sur des délégations formalisées et à jour ;
- ▶ Normes et procédures formalisées et actualisées, notamment en matière comptable ;
- ▶ Système de contrôle comprenant des contrôles permanents intégrés dans le traitement des opérations (1er degré) ou effectués par des opérationnels n'ayant pas engagé les opérations contrôlées (2ème degré – 1er niveau), ou réalisés par des collaborateurs dédiés (2ème degré – 2ème niveau), et des contrôles périodiques (3ème degré) réalisés par l'audit ou l'Inspection générale ;
- ▶ Information du Directeur général et du Conseil d'administration sur la stratégie risques et le suivi de son application (dont les limites fixées et leur utilisation), les résultats du contrôle interne et la mise en œuvre des actions associées, dans une démarche corrective.

Les plans de contrôle permanent s'articulent autour d'un plan de contrôle local de niveaux 1 et 2.1 et 2.2, et d'un référentiel de contrôles « clés » de niveau 2.2 établi par la Direction des risques Groupe CA S.A. (DRG), portant sur la qualité et le bon fonctionnement du dispositif de surveillance et maîtrise des risques.

Trois intervenants distincts veillent à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de contrôle interne et au respect de ces principes, sur l'ensemble du périmètre de contrôle interne de Pacifica :

- ▶ La RFGR de la compagnie, responsable à la fois de la maîtrise des risques et du dispositif de contrôle permanent sur l'ensemble du périmètre de contrôle interne, qui agit en collaboration étroite avec le Responsable de la fonction actuarielle ;
- ▶ Le Responsable de la Conformité de la compagnie, qui s'assure du respect des normes internes et externes en matière de déontologie et de sécurité financière ;
- ▶ Le contrôle périodique (audit interne) est exercé par l'audit interne du groupe Crédit Agricole Assurances, selon un mode de fonctionnement régi par une politique d'audit.

Par ailleurs, le Directeur de la Solvabilité et de l'Actuariat de Pacifica, qui incarne la fonction Actuarielle au sens de l'Article n° 48 de la directive Solvabilité 2, contribue au système de gestion des risques de la compagnie pour la quantification des risques.



Le Comité Risques et Contrôle interne de Pacifica constitue l'instance de coordination des quatre fonctions clés (Gestion des Risques, fonction Actuarielle, Conformité et Audit Interne).

La maîtrise des risques de non-conformité est intégrée à l'ensemble du dispositif de Contrôle Permanent : cartographie des risques, plan de contrôle local et consolidé, ce qui contribue à une bonne interaction entre les fonctions Risques et Contrôle permanent et Conformité. Des liens réguliers existent également avec l'audit interne lors de la préparation des missions, et lors de la restitution, les constats et recommandations émis alimentant les plans d'actions et étant utilisés, en tant que de besoin, pour actualiser la cartographie des risques.

Dans l'ensemble des domaines de la Conformité encadrés par le corpus des normes Groupe, la fonction Conformité couvre ceux qui sont applicables à l'assurance dommages. Elle décline le corpus Groupe en procédures opérationnelles et définit le plan de contrôle permanent visant à s'assurer de leur respect et de la maîtrise des risques de non-conformité. L'animation du dispositif de conformité, qui répond à l'objectif constant de préserver la réputation du groupe Crédit Agricole Assurances et éviter les impacts liés à une infraction au regard des réglementations applicables (pertes financières, sanctions judiciaires, administratives ou disciplinaires), comprend également des actions de formation, d'information des collaborateurs et du management ainsi que l'émission d'avis de conformité, notamment lors de lancement de nouveaux produits ou nouvelles activités sécurisé par les comités Nouvelles Activités et Produits de Pacifica.

Les dispositifs de conformité de Pacifica sont revus annuellement, à la lumière du rapport annuel de conformité.

Le rapport de conformité annuel commente la cartographie des risques de non-conformité, fait un bilan de l'activité menée et de l'avancement du plan d'actions de conformité défini en début d'année. Un point d'étape est également réalisé à la fin du 1er semestre. Par ailleurs des points d'avancement sont réalisés dans le cadre des Comités Risques et Contrôle Interne.

B.5 FONCTION D'AUDIT INTERNE

B.5.1 Principe général

La Fonction Audit Interne exerce ses activités dans le respect de la Politique d'Audit Interne approuvée en 2023 par le Conseil d'Administration du Groupe Crédit Agricole Assurances et de Pacifica. Cette politique - qui s'inscrit pleinement dans le cadre issu de la directive Solvabilité 2 - fait l'objet d'une révision annuelle. Elle est également conforme aux principes et standards établis par la Ligne Métier Audit Inspection du Groupe Crédit Agricole (LMAI).

La Fonction Audit Interne est mutualisée depuis 2010 au sein de la Direction de l'Audit Interne de Crédit Agricole Assurances (DAA). Dotée de 33 collaborateurs à Paris, elle s'appuie aussi sur les moyens et normes méthodologiques de la LMAI. La DAA assure la couverture de l'ensemble du périmètre de contrôle interne du Groupe Crédit Agricole Assurances. Elle contrôle également en direct Pacifica.

B.5.2 Missions de la Fonction audit interne

La DAA exerce la " Fonction d'Audit Interne " du Groupe Crédit Agricole Assurances au sens de la directive Solvabilité 2 et le " Contrôle périodique " au sens de l'article 17 de l'arrêté du 03/11/2014 modifié par l'arrêté du 25/02/2021. Elle mène des missions d'audit, sur pièces et sur place, au sein de l'ensemble des unités du périmètre de contrôle interne du Groupe Crédit Agricole Assurances (absence de " sanctuaire "), dont Pacifica. Son périmètre d'intervention couvre ainsi la totalité des entités, activités, processus et fonctions relevant du périmètre de contrôle interne du Groupe Crédit Agricole Assurances en France et dans le réseau international. Il couvre également la gouvernance et les activités des trois autres fonctions clés au sens de la directive Solvabilité 2. Il porte enfin sur les prestations externalisées de services ou d'autres tâches opérationnelles essentielles ou importantes au sens de l'arrêté du 03/11/2014 et des orientations de l'Autorité Bancaire Européenne sur l'externalisation.

L'élaboration du plan d'audit annuel repose sur une cartographie des risques tenant compte de la totalité des activités et de l'ensemble du système de gouvernance, ainsi que de l'évolution attendue des activités. Elle donne lieu, aux niveaux du Groupe et de Pacifica, à l'élaboration d'un plan d'audit pluriannuel visant une revue complète des activités sur une durée maximale de 5 ans (la fréquence de revue pouvant être plus courte selon l'évaluation des risques). Le plan d'audit est revu annuellement par le Comité d'Audit et des Comptes pour validation par le Conseil d'Administration.

L'élaboration du plan d'audit annuel repose sur une cartographie des risques tenant compte de la totalité des activités et de l'ensemble du système de gouvernance, ainsi que de l'évolution attendue des activités. Elle donne lieu, aux niveaux du Groupe et de Pacifica, à l'élaboration d'un plan d'audit pluriannuel visant une revue complète des activités sur une durée maximale de 5 ans (la fréquence de revue pouvant être plus courte selon l'évaluation des risques). Le plan d'audit est revu annuellement par le Comité d'Audit et des Comptes pour validation par le Conseil d'Administration.

Les missions effectuées par la DAA correspondent à des missions d'assurance au sens des normes professionnelles et non de conseil. Elles ont pour objet de s'assurer de l'adéquation et de l'efficacité du système de gestion des risques et du système de contrôle interne, et notamment :

- ▶ De la correcte mesure et maîtrise des risques liés à l'exercice des activités du Groupe Crédit Agricole Assurances (identification, enregistrement, encadrement, couverture) ;
- ▶ De l'adéquation et de l'efficacité des dispositifs de contrôles permettant d'assurer la fiabilité et l'exactitude des informations financières, de gestion et d'exploitation des domaines audités, en conformité avec le cadre normatif et les procédures en vigueur ;
- ▶ De la correcte mise en œuvre des actions correctrices décidées (y compris suite aux missions des Autorités de Supervision ou de l'Inspection Générale du Groupe Crédit Agricole) ;
- ▶ D'évaluer la qualité et l'efficacité du fonctionnement général de l'organisation.

Elles permettent ainsi de fournir aux membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle (AMSB) du Groupe Crédit Agricole Assurances et de Pacifica, ainsi qu'à la Ligne Métier Audit Inspection du Groupe Crédit Agricole, une opinion professionnelle, indépendante et objective sur le fonctionnement, le système de gestion des risques et le système de contrôle interne de Pacifica.

B.6 FONCTION ACTUARIELLE

La Directrice de la Solvabilité et de l'Actuariat incarne la fonction Actuarielle de Pacifica. Elle contribue au système de gestion des risques de la compagnie en particulier concernant la modélisation des risques sous-tendant le calcul des exigences de capital et de l'ORSA. Ses prérogatives incluent - comme le prévoit la directive Solvabilité 2 - la coordination et le contrôle des provisions ainsi que l'élaboration et/ou la revue des modèles de risques techniques, qu'il s'agisse de ceux liés aux risques associés au développement de produits, de ceux liés au portefeuille de contrats bruts et nets de réassurance, de risque financier ou à terme, de modèle de risque opérationnel. Elle est rattachée fonctionnellement au Directeur de la Fonction actuarielle du groupe Crédit Agricole Assurances et hiérarchiquement au Directeur général de Pacifica.

La Fonction Actuarielle de Pacifica :

- ▶ Participe au comité Fonction Actuarielle trimestriel animé par la fonction Actuarielle Groupe dont le rôle est de favoriser les échanges sur les aspects normatifs, les rapports de Fonction Actuarielle, les exercices de production et la veille réglementaire ;
- ▶ Participe aux comités de directions et aux comités décisionnaires de PACIFICA et fournit des avis actuariels sur les principales évolutions techniques ;
- ▶ Soumet annuellement aux instances de gouvernance son rapport de la fonction Actuarielle, qui recense :
 - Ses conclusions sur le caractère adéquat des provisions techniques ;
 - Son avis sur la politique globale de souscription ;
 - Son avis sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance ;
 - Sa contribution au système de gestion des risques (contribution aux processus ORSA, d'appétence aux risques, de besoin en capital ...) ;
 - Ses recommandations sur la manière de remédier aux limites identifiées ainsi qu'un suivi des plans d'actions.



B.7 SOUS-TRAITANCE

B.7.1 Principes généraux et objectif de la politique de sous-traitance du groupe

La politique de sous-traitance :

- ▶ Définit la sous-traitance en conformité avec la Directive Solvabilité 2, l'arrêté du 3 novembre 2014 révisé, les Orientations relatives à l'externalisation de l'EBA et les Orientations relatives à la sous-traitance à des prestataires de services en nuage de l'EIOPA ;
- ▶ Définit les critères permettant de qualifier une prestation d'externalisation en distinguant les externalisations « critiques ou importantes » et « simples » et de celles qui ne le sont pas selon les définitions des normes susmentionnées ;
- ▶ Fixe les principes généraux et les principaux attendus du pilotage de la sous-traitance à chaque étape clef du recours à l'externalisation ;
- ▶ Identifie les responsabilités associées y compris celle de « Pilote » des externalisations, fonction tenue par un cadre supérieur rendant compte directement à l'organe de direction et chargé de piloter le dispositif d'encadrement des externalisations ;
- ▶ Rappelle l'obligation d'information au superviseur de l'intention de sous-traiter les activités critiques ou importantes ;
- ▶ Décrit le dispositif de contrôle de la sous-traitance (y compris sa prise en compte dans les activités auditées).

La politique de sous-traitance, qui constitue un ensemble de principes directeurs, s'applique à l'ensemble des domaines de sous-traitance du Groupe, quelle que soit la direction prescriptrice.

B.7.2 Cas des activités critiques ou importantes

Pacifica sous-traite plusieurs activités critiques ou importantes :

Au niveau du Groupe :

- ▶ Un mandat de gestion de son portefeuille d'investissement à Amundi ;
- ▶ Les services informatiques à CAGIP et les services éditiques à EDOKIAL ;
- ▶ La gestion des contrats d'assurance aux banques partenaires (Caisses Régionales et LCL) ;
- ▶ La gestion des contrats et des sinistres sur le seul périmètre produit du Parabancaire par CL VALENCE.

A des prestataires externes localisés en France :

- ▶ La gestion des prestations de santé à SOPRESA ;
- ▶ La gestion des contrats et sinistres parabancaires ;
- ▶ La gestion de contrats et sinistres sur les offres spécifiques à FINAXY ;
- ▶ Les prestations informatiques sur la GED et d'archivage à GETRONICS et TESSI.

B.8 AUTRES INFORMATIONS

NEANT

C. PROFIL DE RISQUE

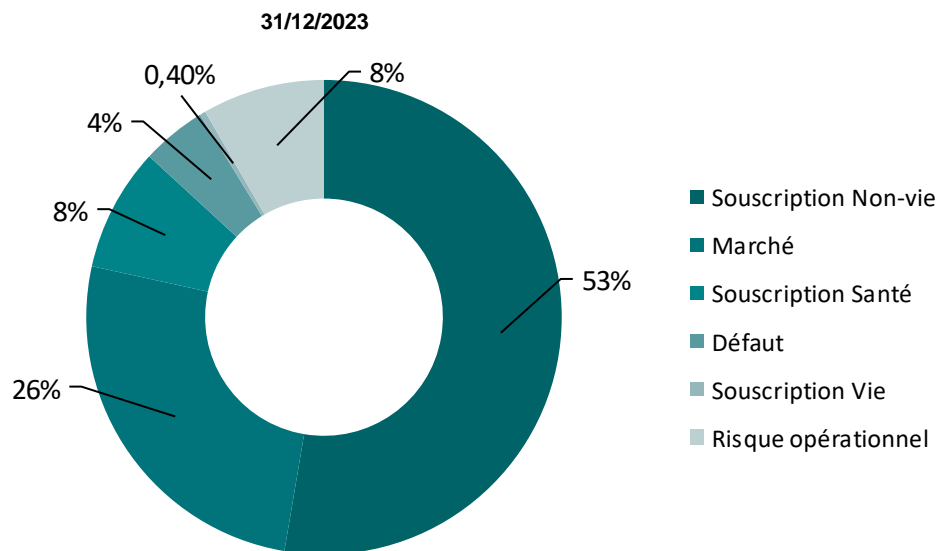
Le profil de risque de Pacifica décrit par la suite dans cette section est le résultat de la cartographie des risques qui constitue l'outil principal permettant d'identifier et d'évaluer les risques auxquels la compagnie est exposée. Ce profil de risque est utilisé comme base de calcul du besoin en capital de Pacifica qui sera lui-même développé ultérieurement dans la partie E du rapport.

Les principaux risques de Pacifica sont le risque de souscription non-vie, de marché et de souscription santé couverts par la formule standard. Celle-ci couvre également les autres risques techniques, moins significatifs à l'échelle de Pacifica, ainsi que les risques opérationnels. Les risques qui n'ont pas de correspondance dans la formule standard font l'objet, comme chacun des risques identifiés, d'un dispositif de gestion et d'un suivi permettant, le cas échéant, d'alerter la gouvernance, si une déviation par rapport au cadre de gestion courante est observée, voire sont analysés via des stress scénarios. Au regard des risques identifiés, le besoin en capital de Pacifica (SCR) s'élève à 1 302 M€ à fin 2023, en hausse de +9,8% par rapport à fin 2022.

Cette évolution s'explique principalement par la croissance du portefeuille, une sinistralité climatique défavorable ainsi que la baisse des taux.

L'exposition aux risques¹ est composée en grande partie par les exigences de capital au titre du risque de souscription non-vie (53%), du risque marché (26%) et dans une moindre mesure du risque santé (8%).

Contribution des modules de la formule standard au BSCR*



*avant diversification et après absorption des pertes par les provisions techniques, et après prise en compte du SCR opérationnel.

C.1 RISQUE DE SOUSCRIPTION

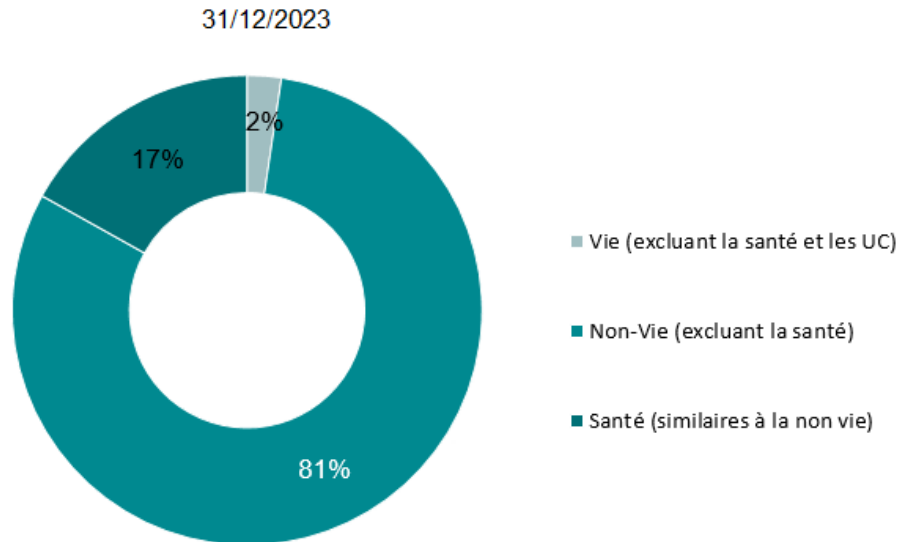
Pacifica est présent sur les activités d'assurance Dommages, Santé et Garantie des Accidents de la Vie (GAV) en France.

Après diversification, l'exposition aux risques de souscription (en particulier le risque de souscription Non-Vie) représente le risque le plus significatif pour Pacifica à fin 2023.

¹ L'exposition aux risques se définit comme le BSCR avant diversification, après absorption des pertes par les provisions techniques et intégrant le risque opérationnel.

L'activité Non-Vie (hors santé et GAV) représente la part la plus significative des engagements Best Estimate (net de réassurance) de Pacifica qui atteignent 4 749 M€ à fin 2023. Au global, les activités Non-Vie (hors santé et GAV) représentent 81% des engagements de Pacifica.

BE Net de réassurance



C.1.1 Exposition aux principaux risques

Risque de souscription Non Vie

En assurance dommages, Pacifica est plus particulièrement exposée au risque de fréquence et au risque exceptionnel qui aurait pour origine un risque de catastrophe, notamment climatique, ou la survenance de sinistres individuels d'un montant élevé (graves).

Le risque de souscription non-vie constitue le premier risque porté par Pacifica et est principalement porté par le risque de primes et réserves. Il s'élève à 1 210 M€ au 31/12/2023.

Risque de souscription Santé

Les risques Santé de Pacifica sont principalement portés par les contrats de Santé individuelle et des Garanties Accident de la Vie.

Le risque de souscription Santé constitue un risque secondaire pour Pacifica : il s'élève à 193 M€ au 31/12/2023.

Risque de souscription Vie

Le risque de souscription vie est non significatif (9 M€) pour Pacifica et correspond aux rentes en service.

C.1.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

En assurance dommages, les risques d'anti-sélection et d'insuffisance de tarification sont maîtrisés par :

- ▶ Le déploiement de la politique tarifaire ;
- ▶ La politique de souscription qui est mise en œuvre par les réseaux bancaires ou les partenaires financiers ;
- ▶ La politique de gestion de sinistres qui est assurée par des unités de gestion dédiées, des plateformes France ou déléguée à des prestataires locaux.

Les risques de catastrophes et de dérive de la sinistralité sont maîtrisés par le déploiement de la politique de réassurance.

Le rapport entre les sinistres - déclarés, liquidés ou provisionnés - et les primes acquises constitue l'indicateur essentiel de suivi du risque et est comparé au ratio cible construit sur un scénario de sinistralité standard.

C.1.3 Principales concentrations

Concentration géographique

Pacifica exerce la quasi-totalité de son activité en France métropolitaine et dans les DOM TOM (Martinique, Guadeloupe, Réunion).

Concentration d'activités

Au 31/12/2023, les contributions au SCR des activités Non-Vie (53%), Santé (8%) et Vie (0,4%) attestent d'une relative diversification des activités de Pacifica entre les risques Non-Vie et Santé.

En Non-Vie et Santé, les engagements sont diversifiés autour de 4 principales lignes d'activité en 2023 : incendie et autres dommages aux biens, frais médicaux, dommage lié à l'usage de véhicules motorisés et responsabilité civile relative à l'usage de véhicules motorisés.

C.1.4 Sensibilités

Des sensibilités réalisées dans le cadre de l'ORSA prospectif permettent d'évaluer la capacité de Pacifica à résister à des scénarios adverses sur ses risques de souscription. Les scénarios effectués ont été axés sur des risques techniques liés à l'activité propre de Pacifica et ont inclus un scénario combiné actif/passif.

C.2 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le second risque porté par Pacifica.

Les risques de marché peuvent provenir des risques suivants :

- ▶ Risques de taux ;
- ▶ Risques actions et immobilier ;
- ▶ Risque de change ;
- ▶ Risques de contrepartie, sous l'angle à la fois du risque de défaut (émetteurs des obligations en portefeuille, contreparties des opérations de gré à gré) et d'évolution du spread rémunérant le risque émetteur.

Au sein des risques de marché, Pacifica apparaît principalement sensible aux chocs sur les spreads de crédit et sur le cours des actions.

C.2.1 Exposition aux risques

Le SCR marché s'établit à 593 M€ au 31/12/2023. Les principales composantes du risque de marché sont le risque actions et le risque de spread.

C.2.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

Pacifica est une compagnie en forte croissance, qui applique le « principe de la personne prudente » pour sa politique d'investissement prenant en compte la structure de l'activité ainsi que les contraintes de solvabilité, et priorisant la satisfaction des engagements vis-à-vis des assurés.

La politique financière contribue à la maîtrise des risques et au respect du principe de la personne prudente (limites fixées par classe d'actifs / émetteur / secteur / zone géographique).

De plus des mesures ont été mises en place pour prévenir tout conflit d'intérêt et sécuriser le processus en cas de nouveau type d'investissement.

Risque de taux

Concernant le risque de taux, Pacifica suit et pilote son gap de duration actif / passif. Par ailleurs, le cadre de risques intègre une limite sur la duration moyenne du portefeuille ainsi qu'une limite de maturité maximale à l'achat.

Risque de spread

Le risque de contrepartie, et d'évolution du spread rémunérant ce risque, est encadré par le biais de limites sur la répartition des émissions dans les différentes catégories de rating. L'analyse et le suivi rapproché du risque émetteur permettent une gestion proactive, avec, si jugé nécessaire, la mise sous surveillance d'émetteurs (liste commune au groupe Crédit Agricole Assurances recensant les émetteurs sur lesquels il est interdit d'investir), voire la mise en place, au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances, de programmes de cessions pour risques.

Risque actifs de diversification

Concernant les risques des actifs de diversification (notamment actions et immobilier), des règles de diversification unitaires ont été mises en place par la compagnie. Un indicateur de « point mort » permet par ailleurs de définir pour quel niveau de CAC 40 le compartiment actions et fonds actions serait en moins-value.

Risque de concentration

Le risque de concentration sur une même contrepartie financière ou industrielle est maîtrisé par des limites (exprimées par rapport aux encours globaux) portant sur les encours cumulés taux et actions et qui sont calibrées en fonction du rating de l'émetteur.

Les concentrations sur les souverains et assimilés font l'objet de limites individuelles en liaison avec le poids de la dette dans le PIB et la notation pays, avec un encadrement au cas par cas pour les souverains des pays périphériques de la zone euro.

Risque inflation

Le risque inflation est pris en compte dans le cadre de la mise en œuvre de la politique financière et de la politique de provisionnement.

Risque de change

L'exposition de Pacifica au risque de change s'avère non matérielle car son actif est quasi exclusivement libellé en euros et son activité se situe très majoritairement en France.

C.2.3 Concentration

Compte tenu de ces mesures de gestion, le SCR de concentration est contenu. La plus forte exposition à ce risque est la concentration à des entreprises détenues majoritairement par l'Etat français.

Le risque de concentration est également encadré via les limites du groupe Crédit Agricole Assurances.

C.2.4 Sensibilités

Des scénarios de stress relatifs aux risques financiers sont établis dans le cadre de l'ORSA et fournissent une vision prospective, sur l'horizon du business plan, des indicateurs de solvabilité, en intégrant les hypothèses de ce plan, en matière notamment de distribution de dividende et de financement.

Lors de l'ORSA 2023, les scénarios de stress choisis, en lien avec le profil de risque du groupe Crédit Agricole Assurances, ont consisté notamment en :

1. Des taux et une inflation élevés jusqu'en 2024 combinés à une forte baisse des marchés et un écartement des spreads marqués en 2024 et 2025 ;
2. La persistance de taux durablement bas et d'une inflation forte à moyen terme ;
3. Un krach obligataire : hausse des taux conjointe à une baisse du CAC40, un écartement des spreads et un stress sur l'inflation dès 2024.

La solvabilité de Pacifica est respectée dans tous les scénarios financiers ORSA et sur l'horizon de projection.

Des analyses de sensibilités financières ont été également réalisées sur le ratio de solvabilité au 31 décembre 2023. Elles ont porté sur les principaux facteurs de risque pris isolément (actions, taux, spread), puis sur un scénario avec des risques combinés.

Les hypothèses retenues sont décrites ci-après :

Sensibilités financières « stand-alone »

<i>Facteurs de risques</i>	Choc retenu
Actions	-25%
Hausse des taux	+ 50 bps
Baisse des taux	- 50 bps
Spreads Corporates	+ 75 bps
Spreads Govies	+ 75 bps
Hausse des taux*	+ 100 bps

*Le scénario de hausse des taux de +100 bps a été ajouté cette année pour évaluer l'impact d'un stress de taux plus sévère.

Sensibilité financière combinée

<i>Facteurs de risques</i>	Choc retenu
Actions	-25%
Taux	+50 bps
Immobilier	-10%

Le scénario Spreads Corporates est le stress instantané le plus pénalisant.

Dans tous les cas, le ratio réglementaire est largement respecté.

C.3 RISQUE DE CRÉDIT

C.3.1 Exposition aux risques

Le risque de défaut des contreparties constitue un risque mineur pour Pacifica : le besoin en capital pour ce risque au 31/12/2023 s'élève à 101 M€.

L'exposition provient principalement des contreparties de réassurance (défaillance d'un réassureur qui ne lui permettrait plus de prendre en charge une part de la charge des sinistres qui lui revient) et des créances sur assurés pour primes « exigibles ».

C.3.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

Contreparties de réassurance

La maîtrise du risque de défaut des réassureurs repose sur des normes internes groupe Crédit Agricole Assurances, à savoir :

- ▶ En premier lieu, la solidité financière des réassureurs sélectionnés : rating A- minimum (basé sur une approche conservatrice qui consiste à retenir la note de solidité financière la plus mauvaise des 3 agences de rating S&P, Moody's et Fitch) ;
- ▶ Des règles de dispersion des réassureurs (par traité) et de limitation de la concentration des primes cédées à un même réassureur définies par chacune des compagnies qui en assure le suivi. Un reporting d'exposition, en termes de concentration des primes cédées, aux différents réassureurs est réalisé annuellement ;
- ▶ Une sécurisation des provisions cédées grâce à des clauses standards de nantissement (gage espèces privilégié ou sinon instruments financiers répondant à des critères de qualité ou lettres de crédit).

C.4 RISQUE DE LIQUIDITÉ

C.4.1 Exposition aux risques

Le risque de liquidité (non quantifié dans le calcul de la formule standard) est assimilable à un risque de trésorerie, i.e. un risque qui apparaît lorsque les liquidités seules ne permettent plus de faire face aux engagements, c'est-à-dire régler les sinistres ou les frais d'activités, notamment en cas d'événements catastrophiques.

Le dispositif de maîtrise du risque de liquidité s'avère satisfaisant en ce sens où la charge nette de sinistres en cas de catastrophe reste significativement inférieure au montant de trésorerie disponible (limite minimum d'investissements de l'actif en produits monétaires).

C.4.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

Le risque de liquidité apparaît non significatif et bien encadré, selon les résultats de scénario de stress (notamment grâce à la réassurance et la composition du portefeuille avec une limite minimum d'investissements de l'actif en produits monétaires). Pacifica conserve des liquidités ou des actifs « peu réactifs », dans des proportions dimensionnées pour répondre à un choc de passif.

C.5 RISQUE OPÉRATIONNEL

C.5.1 Exposition aux risques

Le SCR Risque opérationnel s'élève à 191 M€ au 31/12/2023.

Les thématiques de risques les plus sensibles concernent, au plan de l'exécution des processus, le risque d'intermédiation et la qualité de la souscription, la qualité de la gestion des sinistres, la production de l'information financière et comptable avec un enjeu majeur en termes de qualité des données. Les dysfonctionnements informatiques, qui peuvent avoir des conséquences sur les délais de traitement et altérer des données, sont généralement difficiles à valoriser. Une attention est aussi portée à la sécurité des biens et des personnes.

Les risques de non-conformité constituent également un enjeu majeur, au plan du risque de réputation et des actions auxquelles ils peuvent exposer, alors que le nombre de réglementations s'accroît et que le cadre réglementaire se durcit. Dans un contexte de renforcement de la réglementation (Directive sur la distribution de l'assurance, *General Data Protection Regulation* notamment) et du projet de remédiation relatif aux sanctions internationales (OFAC), les principales thématiques ont trait à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et à la protection de la clientèle.

Pacifica est vigilant à la bonne maîtrise de la distribution de ses produits par ses réseaux (Caisses Régionales, LCL). A ce titre, Pacifica, Predica et CACI (depuis 2018) ont déployé une démarche harmonisée de contrôle assurance avec les banques partenaires, conjointement en assurance vie, en assurance dommages et en assurance emprunteur, visant à améliorer la qualité des processus et à renforcer le pilotage de la qualité de la souscription.

Enfin, pour ses investissements en direct, Pacifica doit être également vigilant au respect de la réglementation relative aux titres (franchissements de seuils par exemple, prévention des délits d'initiés).

C.5.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

Pacifica a mis en place un dispositif de gestion des risques opérationnels comprenant :

- ▶ Une cartographie des risques opérationnels réactualisée périodiquement pour intégrer les évolutions d'organisation, les nouvelles activités, voire les évolutions du coût du risque et les conclusions des missions d'audit) et dans laquelle les risques considérés comme significatifs après prise en compte des éléments de maîtrise font l'objet de plans d'actions ;
- ▶ Une collecte des incidents et pertes opérationnelles ;
- ▶ Un dispositif de surveillance et d'alerte.

Pacifica applique la politique générale de maîtrise des risques du système d'information du groupe Crédit Agricole. Pour couvrir l'indisponibilité des systèmes d'information, des sites opérationnels et du personnel, Pacifica a établi un plan de continuité de l'activité (PCA) centré sur les activités essentielles. Il répond aux normes du Groupe Crédit Agricole S.A. : adoption de la solution du Groupe pour le site de repli utilisateurs, plan de secours informatique s'appuyant sur l'environnement d'exploitation et de production informatique mutualisé. Tant le plan de repli utilisateurs que le plan de secours informatique sont testés chaque année.

La sécurité des systèmes d'information, pour sa part, repose sur les politiques de sécurité du Groupe Crédit Agricole S.A. Un programme triennal de chantiers sécuritaires (dont habilitations, tests d'intrusion, déploiement des scénarios d'indisponibilité logique du SI) déclinant le programme de Crédit Agricole S.A. « CARS » (Crédit Agricole Renforcement de la Sécurité SI), pour lutter contre des menaces de cyber-attaque est en cours. Parallèlement des actions de sensibilisation des collaborateurs sont déployées.

Le dispositif de Conformité mis en place au sein du groupe Crédit Agricole Assurances et de ses filiales, dont Pacifica, incluant des comités nouvelles activités et nouveaux produits, permet de sécuriser les risques de non-conformité auxquels l'entité est exposée.

C.5.3 Sensibilités

Il n'existe pas de démarche par sensibilité au sein du groupe CAA pour les risques opérationnels.

Les impacts des risques opérationnels sont mesurés en termes d'image ou d'impacts financiers, à travers la cartographie des risques opérationnels. Celle-ci permet d'identifier les processus critiques, porteurs de risques importants, et les plans d'actions nécessaires pour en améliorer la maîtrise.

C.6 AUTRES RISQUES IMPORTANTS

C.6.1 Exposition aux risques

Risque de réputation

Compte tenu de son modèle de distribution, qui s'appuie essentiellement sur les réseaux bancaires affiliés au groupe Crédit Agricole, tout facteur affectant la position concurrentielle, la réputation (produits lancés, commercialisation) ou la qualité de crédit des banques du groupe Crédit Agricole pourrait avoir une incidence sur les résultats de Pacifica.

Pour Pacifica, le risque de réputation est principalement lié à la conception et à la commercialisation des produits d'assurance. Les opérations d'investissement réalisées par la compagnie sont également, potentiellement, porteuses de risque de réputation, de même que d'éventuelles carences dans le dispositif de contrôle interne.

Risque d'évolution de l'environnement légal

Les changements de normes du fait des évolutions juridiques et de l'environnement légal dans lequel opèrent les compagnies constituent également une source importante de risques (exemples : réforme du FGAO, réforme de l'assurance récolte, directive du genre, réforme de la responsabilité civile, revue de la formule standard,...).

C.6.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

Risque de réputation

Pacifica contrôle principalement la conformité et la qualité de l'information établie à l'attention des assurés. L'encadrement du risque de réputation s'appuie donc en amont sur la sécurisation du dispositif de conception et de commercialisation des produits, via les Comités Nouvelles Activités et Produits (CONAP) qui assurent l'examen systématique des documents contractuels et commerciaux, des bagages de formation et outils d'aide à la vente à destination des distributeurs et du processus de création de produits.

Par ailleurs, Pacifica accompagne le réseau à travers des actions de formation (capacité professionnelle), de sensibilisation (journées de l'assurance) ou d'appui à la réalisation de certains contrôles. Enfin, le traitement des réclamations est organisé afin de maîtriser les risques de réputation de Pacifica et des distributeurs, dans le respect des recommandations de l'ACPR.

Les actions de prévention en matière de réputation et d'image intègrent également des procédures de gestion des relations avec les tiers, notamment la presse, et une veille destinée à détecter l'émergence du risque (presse, médias, réseaux sociaux, comparateurs, forums...) et être en mesure d'organiser une réponse appropriée.

Risque d'évolution de l'environnement réglementaire

La veille exercée par le Juridique et la Conformité, sur les évolutions de la réglementation notamment, qui s'alimente également de la veille au niveau du groupe Crédit Agricole, permet d'en anticiper les impacts et de se préparer aux changements qu'elles peuvent induire.

C.7 AUTRES INFORMATIONS

NEANT



D. VALORISATION À DES FINS DE SOLVABILITÉ

Date d'arrêté

Le bilan prudentiel de Pacifica est préparé en conformité avec l'article 75 de la Directive Solvabilité II. Il est arrêté au 31 décembre.

Principe de valorisation

L'article. L. 351-1 du Code des assurances prévoit que le principe général de valorisation du bilan prudentiel est celui d'une évaluation économique des actifs et passifs :

- a. Les actifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être échangés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes ;
- b. Les passifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être transférés ou réglés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes. Lors de la valorisation de ces passifs prudentiels, aucun ajustement visant à tenir compte de la qualité de crédit propre à l'entreprise n'est effectué.

Les actifs visés au paragraphe a. sont évalués à leur valeur économique en respectant la hiérarchie de méthodes suivante :

- ▶ **Méthode 1** : Prix coté sur un marché actif pour un actif identique : un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.
- ▶ **Méthode 2** : Prix coté sur un marché actif pour un actif similaire en l'ajustant pour tenir compte de ses spécificités.
- ▶ **Méthode 3** : Si aucun prix coté sur un marché actif n'est disponible, l'utilisation de techniques de valorisation sur la base d'un modèle (mark-to-model) ; les valeurs alternatives obtenues sont comparées, extrapolées, ou sinon calculées dans la mesure du possible à partir de données de marché. Il peut s'agir d'une méthode basée :
 - Sur des transactions portant sur des actifs similaires ;
 - Sur les revenus futurs actualisés générés par l'actif ou ;
 - Sur le calcul du coût de remplacement de l'actif.

Pour les titres de participation, lorsqu'il n'existe pas de cotation sur un marché actif, la hiérarchie de méthode suivante est appliquée :

- ▶ Mise en équivalence ajustée sur la base de l'excédent des actifs sur les passifs réévalués selon les principes de la directive Solvabilité 2.
- ▶ Mise en équivalence ajustée sur la base de l'actif net réévalué IFRS, retraité de la valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels lorsque la mise en équivalence sur la base de l'Actif Net Réévalué Solvabilité 2 n'est pas réalisable sur les participations non assurantielles.

Compensation des actifs et des passifs

Pacifica compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement si la compagnie a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément. Pacifica applique cette règle sous Solvabilité 2.

Utilisation de jugements et estimations dans la préparation du bilan prudentiel

Les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Elles servent de base à



l'exercice du jugement nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne peuvent être obtenues directement par d'autres sources.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- ▶ Les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- ▶ La conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- ▶ Les modifications de la réglementation ou de la législation ;
- ▶ Le comportement des assurés ;
- ▶ Les changements démographiques.

Les placements financiers sont valorisés coupons inclus au jour de la clôture et les opérations réalisées au cours du dernier mois ayant un impact significatif sur le résultat et le bilan sont prises en compte.

Évènements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, et de nature à remettre en cause la régularité et la sincérité des comptes clos au 31 décembre 2023, n'a été constaté.



D.1 ACTIFS

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur S2
	31/12/2023
Coûts d'acquisition différés	0
Immobilisations incorporelles	0
Impôts différés à l'actif	0
Immobilier d'exploitation, matériel et équipement détenus hors SCI	147
Placements (autre les actifs détenus sur des fonds indiciels ou des contrats en UC)	6 523
Immeuble de placement	125
Participations	401
Actions	0
Obligations	4 743
OPCVM	1 254
Dérivés - à l'actif	0
Prêts et prêts hypothécaires	0
Provisions techniques cédées	619
Créances pour espèces déposées auprès des cédantes	24
Créances d'assurance et des intermédiaires	2 249
Créances de réassurance	200
Créances (financières, non liées à l'assurance)	178
Trésorerie et équivalents de trésorerie	45
Autres actifs	6
Total Actif	9 990

Les principaux écarts (bruts d'impôts différés) à l'actif entre les normes françaises et Solvabilité 2 en 2023 s'expliquent par :

- ▶ L'annulation des immobilisations incorporelles pour -114 M€ ;
- ▶ L'annulation des coûts d'acquisitions différés pour -133 M€ ;
- ▶ La mise à la juste valeur des actifs financiers pour -227 M€ ;
- ▶ La mise à la juste valeur de l'immobilier d'exploitation pour +52 M€ ;
- ▶ La revalorisation des provisions techniques cédées pour -223 M€.

D.1.1 Actifs incorporels et frais différés

Les immobilisations incorporelles sont des actifs identifiables non monétaires et sans substance physique.

Un actif est considéré comme identifiable s'il peut être vendu ou transféré séparément, ou bien s'il a pour origine des droits contractuels ou d'autres droits juridiques. Les principales immobilisations incorporelles sont les logiciels, les goodwill et les valeurs de portefeuilles d'assurance.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont valorisés à zéro dans le bilan prudentiel. Les actifs incorporels (hors goodwill) peuvent toutefois être reconnus dans le bilan prudentiel pour une valeur non nulle si :

- ▶ Ils sont identifiables ;
- ▶ L'entreprise peut obtenir les bénéfices économiques futurs liés à ces actifs ;
- ▶ Ils ont une valeur disponible sur un marché actif.

Dans ces cas uniquement, ils sont évalués à leur juste valeur dans le bilan prudentiel.



Ainsi, des logiciels développés pour les besoins propres de la société auraient une valeur nulle dans le bilan économique Solvabilité 2, n'étant, a priori, pas cessibles.

Les retraitements entre le bilan en normes françaises et le bilan prudentiel correspondent à l'élimination des autres actifs incorporels, sauf s'ils peuvent être évalués à une juste valeur constatée sur un marché actif.

Frais d'acquisition reportés

Les frais d'acquisition reportés sont constitués par la fraction imputable aux exercices ultérieurs des commissions versées aux intermédiaires et des frais internes d'acquisition, tels qu'ils ressortent de la répartition des charges par destination, comptabilisées en charge de l'exercice en cours.

Les frais et les chargements d'acquisition reportés en normes françaises sont éliminés dans le bilan prudentiel.

D.1.2 Immobilisations corporelles

Contrairement aux immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles sont des éléments identifiables de l'actif : ils correspondent à un actif physique que l'entreprise entend utiliser au-delà de la clôture de l'exercice comptable en cours et qui est destiné :

- ▶ Soit à être utilisé par l'entreprise dans la production ou la fourniture de biens ou de services ;
- ▶ Soit à être loué à des tiers ;
- ▶ Soit à des fins de gestion interne.

Ils sont de deux natures : l'immobilier d'exploitation et l'immobilier de placement.

Immobilier d'exploitation et immobilisations corporelles

L'immobilier d'exploitation est constitué par les terrains, les immeubles et les agencements de ceux-ci utilisés par la société dans le cadre de son activité : production ou fourniture de biens et services, tâches administratives.

Les immeubles d'exploitation sont comptabilisés au coût amorti en normes françaises et sont donc réévalués (à partir d'une valeur d'expert) pour produire le bilan prudentiel car, en Solvabilité 2, ils sont évalués à leur valeur économique.

Immobilier de placement

L'immobilier de placement se définit par opposition à l'immobilier d'exploitation en ce qu'il est détenu par l'entreprise afin de lui rapporter un certain rendement et une plus-value au moment de sa revente.

Dans le bilan en normes françaises, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût amorti.

Selon les principes prudentiels, les immeubles de placement sont évalués à leur valeur économique. La valeur d'expertise peut constituer une estimation de cette valeur.

D.1.3 Instrument financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés à leur valeur historique en normes françaises. Ils sont valorisés à la juste valeur dans le bilan économique sous Solvabilité 2.

Les placements des sociétés d'assurance sont présentés par nature dans le bilan prudentiel (immobilier d'exploitation, immobilier de placement, actions, obligations, fonds d'investissement, prêts...). Le code CIC (Complementary Identification Code) qui est la codification EIOPA des principales catégories d'actifs, est attribué à chaque instrument financier et permet de les classer dans les différents postes du bilan économique.

Actions et participations

La juste valeur retenue pour valoriser les participations dans le bilan Solvabilité 2 peut différer des modalités d'évaluation de la valeur économique dans le bilan IFRS.

Dans le bilan prudentiel, pour les participations dans des sociétés non-assurantielles, Pacifica a retenu pour principe de valorisation, s'il n'existe pas de cotation sur un marché actif, une évaluation selon la méthode de



mise en équivalence ajustée sur la base de l'actif net réévalué IFRS, retraité de la valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels.

D.1.4 Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance (provisions techniques cédées)

Les règles de valorisation des provisions techniques cédées sont présentées dans la partie D.3.7 sur les provisions techniques.

D.1.5 Actifs d'impôts différés

La reconnaissance et la valorisation des impôts différés dans le bilan économique suivent les règles définies dans IAS 12. Les impôts différés comptabilisés dans le bilan prudentiel résultent :

- ▶ De différences temporelles (notamment liées à l'application de la juste valeur) entre la valeur prudentielle et la valeur fiscale des actifs et passifs ;
- ▶ Des crédits d'impôts et déficits reportables non utilisés.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où il est probable que l'entreprise disposera de bénéfices imposables futurs (autres que ceux déjà pris en compte par ailleurs dans le bilan prudentiel) sur lesquels ces différences temporelles, pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

D.1.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans le bilan prudentiel, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur.

La trésorerie comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue. En pratique, compte tenu du caractère de court terme de ces instruments, juste valeur et coût amorti sont des montants jugés proches. Il n'y a donc pas de réévaluation entre le bilan NF et le bilan prudentiel.

D.2 PROVISIONS TECHNIQUES

D.2.1 Synthèse des provisions techniques

Synthèse des provisions techniques prudentielles de Pacifica

(en millions d'euros)	2023			
	Meilleure estimation brute	Marge de risque	Meilleure estimation cédée	PT nettes de réassurance
Vie	138	2	0	140
Vie calculé comme un tout	0	0	0	0
Non Vie	6 362	302	619	6 045
Provisions techniques nettes de réassurance	6 499	305	619	6 185

La hausse des provisions techniques entre le 31/12/2022 et le 31/12/2023 s'explique principalement par la croissance du portefeuille, une sinistralité climatique défavorable ainsi que la baisse des taux d'actualisation.

D.2.2 Principes de valorisation des provisions techniques à des fins de solvabilité

L'article 77 alinéa 1 de la directive prévoit que la valeur des provisions techniques sous Solvabilité 2 corresponde à la somme des meilleures estimations (« BE » ou Best Estimate) des provisions et de la marge de risque (« RM » ou Risk Margin).

La meilleure estimation brute de réassurance est calculée comme la valeur actuelle des flux futurs probables des prestations envers les assurés ainsi que des frais d'administration et de gestion de ces engagements jusqu'à leur terme, diminués des primes à acquérir au titre des contrats en portefeuille.

La meilleure estimation est calculée :



- ▶ En cohérence avec les informations de marché disponibles à la date de l'évaluation ;
- ▶ En adoptant une approche objective et fiable ;
- ▶ En utilisant des méthodes actuarielles et statistiques adéquates, applicables et pertinentes ;
- ▶ En respectant le cadre réglementaire Solvabilité 2, y compris les spécificités des superviseurs nationaux.

Les BE bruts de réassurance et les BE cédés sont valorisés séparément.

La marge de risque correspond à un montant de provision complémentaire à la meilleure estimation, calculée de manière à ce que le montant total de provisions inscrit au bilan corresponde à celui qu'exigerait une entité agréée pour pratiquer des opérations d'assurance ou de réassurance pour honorer les engagements à la charge de l'assureur. La marge de risque est calculée directement nette de réassurance.

Ainsi les provisions Solvabilité 2 se distinguent des provisions en normes françaises par l'actualisation systématique des flux de trésorerie et la valorisation des options et garanties financières (taux garantis, participation au bénéfice, rachats...).

D.2.3 Segmentation

L'assignation d'un engagement d'assurance à une ligne d'activité reflète la nature des risques relatifs à cet engagement. La forme juridique de l'engagement n'est pas nécessairement déterminante pour la nature du risque. Si une police couvre des engagements d'assurance sur plusieurs lignes d'activités, l'assignation à chaque ligne d'activité n'est pas requise si une seule des lignes d'activité est matérielle.

Après analyse de son portefeuille, Pacifica a identifié 32 segments de risques homogènes. Chaque segment de risque est un sous-groupe de lignes d'activité Solvabilité 2.

D.2.4 Comptabilisation initiale

Les engagements sont reconnus sur la base de l'engagement de l'assureur, soit parce que le contrat est signé, soit parce que le contrat ne pourra pas être dénoncé par l'assureur.

D.2.5 Principes généraux d'évaluation de la meilleure estimation (BE)

D.2.5.1 Évaluation - Granularité des projections

Les contrats sont analysés sur une base unitaire puis regroupés en segments de risques homogènes pour les modélisations.

Les segments de risques définis pour l'évaluation des provisions techniques sont homogènes sur la base notamment des critères suivants :

- ▶ La nature de la garantie ;
- ▶ La base temporelle de la garantie (par exemple, gestion en base survenance/déclaration) ;
- ▶ Le type d'activité (affaires directes de l'entité, acceptations, ...)
- ▶ Les devises de règlement des sinistres ;
- ▶ Le type de sortie des sinistres (rentes...).

D.2.5.2 Évaluation - Frontière des contrats

La date « frontière » du contrat se définit comme la première des dates à laquelle :

- ▶ L'assureur a pour la première fois le droit unilatéral de mettre fin au contrat ;
- ▶ L'assureur a pour la première fois le droit unilatéral de refuser les primes ;
- ▶ L'assureur a pour la première fois le droit unilatéral de modifier les primes ou les garanties de manière à ce que les primes versées reflètent totalement le risque.

Les primes versées après la date « frontière » d'un contrat d'assurance / de réassurance et les engagements associés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la meilleure estimation.

Le portefeuille de Pacifica est principalement constitué de contrats à primes annuelles renouvelables.



D.2.5.3 Évaluation - Frais

La projection des flux de trésorerie utilisée pour calculer la meilleure estimation tient compte de l'ensemble des frais suivants :

- ▶ Les frais de gestion des contrats ;
- ▶ Les frais de gestion des sinistres ;
- ▶ Les frais d'acquisition;
- ▶ Les frais relatifs à la gestion des investissements.

Les frais généraux encourus pour la gestion des engagements d'assurance sont pris en compte. Les frais sont alloués au niveau des groupes de risques homogènes avec comme maille a minima les lignes d'activité (LoB) retenues dans la segmentation des engagements d'assurance.

Les frais exceptionnels ainsi que tout autre retraitement justifiable sont déduits de l'assiette de frais utilisée pour la détermination des coûts unitaires.

Le niveau de commissionnement retenu pour les calculs reflète l'ensemble des accords de commissionnement en vigueur à la date d'évaluation.

D.2.5.4 Évaluation - Actualisation

1. La courbe des taux de référence est la courbe des taux swaps.

2. La courbe des taux sans risque correspond à la courbe des taux de référence ajustée d'un risque de crédit, appelé ajustement pour risque de crédit (« CRA »). Il permet de prendre en compte le risque de crédit lié à la jambe variable du taux swap.

3. La courbe des taux sans risque utilisée pour la projection et l'actualisation des flux de trésorerie est basée sur la courbe des taux sans risque précédente augmentée d'un ajustement de volatilité (« VA ») tel que défini dans l'article R. 351-6 du Code des assurances :

$$\text{Taux d'actualisation} = (\text{Taux swap de marché} - \text{CRA}) + \text{VA}$$

Le VA ou Volatility Adjustment est une prime contra-cyclique qui permet d'ajuster le taux sans risque des variations des spreads corporate et govies. Il permet de réduire l'impact des variations des spreads sur la volatilité du ratio de solvabilité. Pour plus d'informations sur l'impact du VA sur les provisions techniques ainsi que sur les fonds propres et le besoin réglementaire en capital, se référer au QRT S.22.01.21 en annexe du présent document.

Le ratio de solvabilité de Pacifica est peu impacté en cas d'annulation de la correction pour volatilité.

4. L'ajustement égalisateur ainsi que les autres mesures transitoires proposées dans le cadre de Solvabilité 2 sur la courbe des taux ne sont pas utilisés par Pacifica.

D.2.6 Marge de risque (Risk Margin)

La marge de risque correspond au coût du capital immobilisé pour une tierce partie qui reprendrait les engagements d'assurance de Pacifica.

La marge de risque est évaluée en actualisant le coût (prime de risque) annuel généré par l'immobilisation d'un capital équivalent au SCR de référence tel que défini par la réglementation sur la durée de vie résiduelle des engagements utilisés pour le calcul de la meilleure estimation. Le coût du capital est réglementairement fixé à 6% par an.

D.2.7 Valorisation des cessions

La meilleure estimation est initialement calculée brute, sans déduction des créances découlant des contrats de réassurance et des véhicules de titrisation. Le montant de ces créances est calculé séparément, conformément à l'article R. 351-12, permettant de déduire la meilleure estimation nette de réassurance.

La valorisation de la meilleure estimation cédée suit les mêmes principes de valorisation que ceux énoncés pour la meilleure estimation brute.

Les flux de trésorerie futurs cédés sont calculés dans les limites des contrats d'assurance auxquels ils se rapportent. Les flux de trésorerie futurs cédés sont calculés séparément pour les provisions pour primes et les provisions pour sinistres.

D.2.8 Ajustement pour défaut des contreparties

Le calcul de la meilleure estimation est ajusté afin de tenir compte des pertes probables pour défaut de chaque contrepartie. Cet ajustement est fondé sur une évaluation de la probabilité de défaut de chaque contrepartie et de la perte moyenne en résultant, soit la perte en cas de défaut.

D.3 AUTRES PASSIFS

	Valeur S2
(en millions d'euros)	31/12/2023
Provisions autres que les provisions techniques	9
Engagements de retraite	14
Dépôts provenant des réassureurs	58
Impôts différés au passif	66
Dettes dues aux établissements de crédit	0
Dettes d'assurance et des intermédiaires	625
Dettes de réassurance	118
Dettes (financières, non liées à l'assurance)	404
Dettes subordonnées	788
Autres passifs, non présents dans les autres catégorie du passif	0
Excès d'actifs par rapport aux passifs	1 103
Total Passif hors provisions techniques	3 186
Provisions techniques	6 804
Total Passif yc provisions techniques	9 990

L'écart sur le passif entre les normes françaises et Solvabilité 2 en 2023 s'explique principalement par :

- ▶ La mise à la juste valeur des provisions techniques pour – 1 134 M€ ;
- ▶ La constatation d'impôts différés passifs relatifs aux différentes réévaluations des postes de bilan pour 66 M€ ;
- ▶ La mise à la juste valeur des dettes subordonnées pour -50 M€.

D.3.1 Provisions et passifs éventuels

Provisions autres que passifs éventuels

Les « provisions pour risques et charges » sont comptabilisées dans le référentiel Solvabilité 2 si la probabilité de sortie de ressources est supérieure à 50% (sinon il s'agit d'un passif éventuel). Les provisions en normes françaises sont retenues pour l'évaluation du bilan prudentiel.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, non comptabilisés au bilan en normes françaises, sont comptabilisés au bilan prudentiel, dès lors qu'ils sont significatifs et qu'ils peuvent être évalués de manière fiable.

Aucun passif éventuel n'a été comptabilisé dans le bilan prudentiel de Pacifica.



D.3.2 Provisions pour retraite

Pacifica a retenu la valorisation des engagements selon l'IAS 19 pour le bilan Solvabilité 2, car la norme prévoit un mode d'évaluation cohérent avec une évaluation économique.

Les engagements comptabilisés au titre des régimes à prestations définies sont présentés nets de la juste valeur des actifs du régime.

D.3.3 Passifs financiers

Les passifs financiers sont valorisés au coût amorti en normes françaises et à la juste valeur dans le bilan Solvabilité 2. Toutefois, l'effet des variations du risque de crédit propre n'est pas pris en compte.

Les principales catégories de passifs financiers devant faire l'objet d'une revalorisation à la juste valeur sont les dettes à moyen long terme : dettes subordonnées et dettes senior de financement.

Au niveau de Pacifica les dettes subordonnées sont souscrites par le groupe Crédit Agricole Assurances.

Dans le bilan en normes françaises, ces dettes sont évaluées au coût amorti. Ces passifs financiers, classés en instruments de dettes, sont réévalués à la juste valeur dans le bilan prudentiel.

D.3.4 Passifs d'impôts différés

Les principes de comptabilisation et d'évaluation des impôts différés dans le bilan prudentiel sont exposés dans la section D.2.5 ci-dessus.

Au 31 décembre 2023, l'impôt différé passif net s'établit à 66 millions d'euros (après reclassement des impôts différés actifs vers les impôts différés passifs).

D.4 MÉTHODES DE VALORISATION ALTERNATIVES

Les titres faisant l'objet d'une valorisation avec la méthode AVM (Alternative Valuation Method) représentent 16% du montant total des actifs financiers de Pacifica.

Ne bénéficiant pas d'un marché actif, l'utilisation d'une méthode de valorisation alternative a donc été retenue et permet ainsi de minimiser l'incertitude de valorisation.

D.5 AUTRES INFORMATIONS

NEANT



E. GESTION DU CAPITAL

Le groupe Crédit Agricole Assurances a mis en place une politique de gestion des fonds propres. La politique de gestion des fonds propres de Pacifica s'intègre dans la politique de gestion des fonds propres du groupe Crédit Agricole Assurances.

E.1 FONDS PROPRES

E.1.1 Politique de gestion des fonds propres

La politique de gestion des fonds propres mise en place chez Pacifica se décline de la politique définie au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances. Elle définit les modalités de gestion, de suivi et d'encadrement des fonds propres, ainsi que le processus de financement du groupe Crédit Agricole Assurances et de ses filiales. Cette politique est validée annuellement par le Conseil d'administration.

La politique de gestion des fonds propres de Pacifica s'intègre dans le cadre d'appétence au risque du groupe défini et validé par son Conseil d'administration.

Elle a été conçue de façon à intégrer les contraintes de la réglementation applicable aux groupes d'assurance, la réglementation bancaire, la réglementation des conglomerats financiers, ainsi que les objectifs propres du groupe Crédit Agricole.

Le pilotage des fonds propres de Pacifica au même titre que celui du groupe Crédit Agricole Assurances est assuré de façon à :

- ▶ Respecter les exigences réglementaires de solvabilité ;
- ▶ Participer à l'optimisation des fonds propres au niveau du groupe Crédit Agricole S.A. ;
- ▶ Prévoir une allocation adéquate des fonds propres du groupe Crédit Agricole Assurances et de ses filiales.

La définition de la politique d'allocation de fonds propres est adaptée à la réalité des risques portés par Pacifica.

Le niveau de fonds propres par rapport au capital requis pour Pacifica est adapté à son profil de risque, à son activité, au niveau de maturité de son activité et à sa taille.

Chaque année, le pilotage des fonds propres se matérialise par la validation du plan de gestion du capital par le Conseil d'administration. Ce plan prévoit le calendrier et la nature des opérations financières sur l'année en cours et à horizon du plan à moyen terme (3 ans). Il définit les éventuelles émissions de capital et permet d'estimer l'impact de l'arrivée à maturité des éléments de fonds propres, de la politique de dividende, de la fin des mesures transitoires et de toute autre évolution d'un élément de fonds propres.

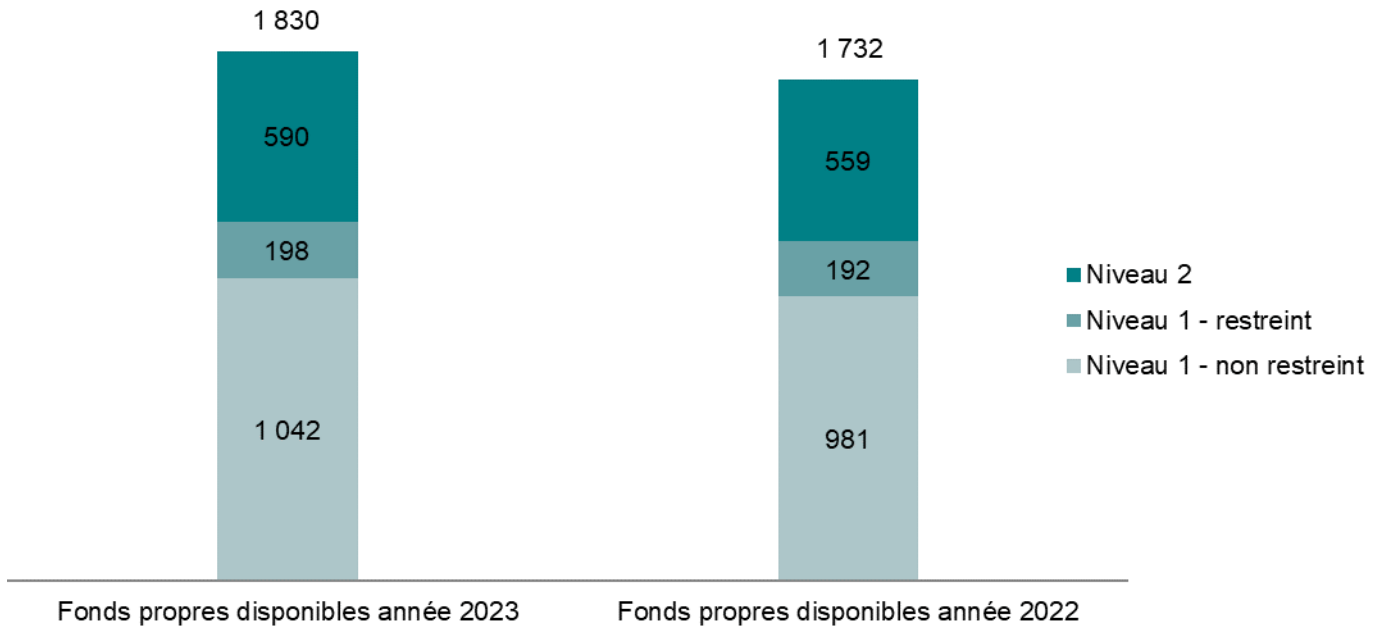
Crédit Agricole Assurances s'assure du respect de ce plan de gestion du capital, de sa position de solvabilité par rapport à la zone définie et de la couverture permanente du besoin en capital (SCR) et du minimum de capital requis (MCR) à travers a minima un suivi trimestriel de la solvabilité de chaque filiale, considérée séparément et du groupe.

E.1.2 Fonds propres disponibles

E.1.2.1 Composition et évolution des fonds propres disponibles

Pacifica couvre son besoin réglementaire en capital principalement par du capital, des réserves et des dettes subordonnées. Ces fonds propres sont principalement des fonds propres de niveau 1 (68%). Tous les éléments de fonds propres sont des fonds propres de base.

Le montant des fonds propres disponibles de Pacifica au 31 décembre 2023 s'élève à 1 830 M€. La part des fonds propres de niveau 1 non restreint s'élève à 1 042 M€ (+6% par rapport à 2022). Il s'agit du capital social et de la prime d'émission relative à ce capital soit 672 M€ (37% des fonds propres disponibles) et de la réserve de réconciliation soit 370 M€ (20% des fonds propres disponibles). Les dettes subordonnées sont classées en niveau 1 restreint soit 198 M€ (11% des fonds propres disponibles) et en niveau 2 soit 590 M€ (32% des fonds propres disponibles).

**Composition des fonds propres disponibles par niveau (en M€)**

Les fonds propres disponibles augmentent par rapport à 2022 et varient de la manière suivante :

- ▶ L'augmentation des dettes subordonnées de niveau 1 restreint pour + 6 M€ et de niveau 2 pour + 31 M€ (cf. E.1.2.2) ;
- ▶ L'augmentation des fonds propres de niveau 1 non restreint de + 61 M€ liée à l'augmentation de la réserve de réconciliation.



E.1.2.2 Dettes subordonnées

Conformément à la politique de gestion des fonds propres, Pacifica se finance en dettes subordonnées uniquement auprès de Crédit Agricole Assurances.

Au 31 décembre 2023, le stock de dettes subordonnées de Pacifica s'élève à 788 M€ (en augmentation par rapport à 2022 de + 37 M€) et est intégralement détenu par Crédit Agricole Assurances. Il est constitué de dettes qui présentent les caractéristiques suivantes :

(en millions d'euros)	Emetteur 1: PACIFICA 0: Autres	Maturité légale	Prochaine date d'appel	Montant
Niveau 1	1	Perpétuelle	20/03/2024	30
	1	Perpétuelle	17/12/2025	15
	1	Perpétuelle	17/12/2025	108
	1	Perpétuelle	15/12/2027	45
Niveau 2	1	23/12/2045	23/12/2025	19
	1	16/12/2048	16/12/2028	117
	1	14/12/2047	14/12/2027	113
	1	14/12/2047	14/12/2027	6
	1	21/12/2048	19/12/2028	56
	1	19/09/2029	19/09/2029	75
	1	16/12/2031	16/06/2031	67
	1	15/12/2032	15/12/2032	101
Total Général	1	13/12/2033	13/12/2033	788

En 2023, Pacifica a réalisé une opération de remboursement de titres subordonnés à durée indéterminée d'une valeur nominale de 35 M€ et de resouscription des titres subordonnés remboursables d'une valeur nominale de 35 M€. Au 31 décembre 2023 ces titres subordonnés sont valorisés sous Solvabilité 2 à hauteur de 36 M€.

Le classement des dettes subordonnées est conforme aux articles 69 à 79 du Règlement Délégué 2015/35. Ces titres disposent des clauses contractuelles standards et ne prévoient pas de mécanisme d'absorption des pertes tels que définis à l'article 71 paragraphe 1 point e), du règlement délégué (UE) n°2015/35.

Après la première date d'appel, l'exercice de l'appel des dettes subordonnées émises par Pacifica est possible chaque année à la date de paiement d'intérêt.

Les dettes subordonnées de niveau 1 bénéficient des clauses transitoires pour 45 M€ et 153 M€ sans clause transitoire.

A périmètre constant (hors émission et remboursement 2023), la valorisation des dettes subordonnées augmente de +37 M€. Cette variation est principalement portée par la baisse de la courbe des taux d'intérêt.





E.1.2.3 Réserve de réconciliation

La réserve de réconciliation est une composante importante des fonds propres et s'élève à 370 M€ au 31 décembre 2023.

Elle est composée de l'excédent d'actifs sur les passifs valorisés à des fins de solvabilité (1 039 M€) auquel est déduit le dividende prévisible au titre du résultat 2023 (111 M€) et les autres éléments de Fonds Propres de Base (Capital en actions ordinaires et Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires) (672 M€).

Décomposition de la réserve de réconciliation (M€)

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2023	31/12/2022
Excédent d'actif sur passif	1 103	1 039
Actions propres (détenues directement et indirectement)	-	-
Dividendes, distributions et charges prévisibles	(61)	(58)
Autres éléments de Fonds Propres de Base	(672)	(652)
Ajustement pour les élém de fonds propres restreints relatifs aux portefeuille sous ajust égalisat et aux FP cantonnés	-	-
Réserve de réconciliation	370	329

E.1.2.4 Réconciliation avec les fonds propres en normes françaises

Les fonds propres de Pacifica tels qu'ils apparaissent dans les états financiers en normes françaises en 2023 s'élèvent à 769 M€. Les principales différences avec l'excédent des actifs par rapport aux passifs tel que calculé à des fins de solvabilité (1 103 M€) correspondent principalement à :

- ▶ L'annulation des immobilisations incorporelles pour - 113 M€ ;
- ▶ L'annulation des coûts d'acquisitions différés pour - 133 M€ ;
- ▶ La mise à la juste valeur des actifs financiers pour - 246 M€ ;
- ▶ La mise à la juste valeur de l'immobilier d'exploitation pour + 52 M€ ;
- ▶ La mise à la juste valeur des provisions techniques nettes des cessions pour + 911 M€ ;
- ▶ La constatation d'impôts différés relatif aux différentes réévaluations des postes de bilan pour - 66 M€ ;
- ▶ La mise à la juste valeur des dettes subordonnées pour + 50 M€.
- ▶ L'élimination du cut off des paiements pour - 114 M€

E.1.2.5 Impôts différés

Les principes de comptabilisation des impôts différés Actif et Passif sont présentés dans les paragraphes D.2.5 Impôts différés.

Si le bilan de la compagnie se trouvait en situation d'impôts différés nets actif, il serait porté en fonds propres Tier 3 un montant égal à l'IDA net dans la limite de 15% du SCR. Au 31 décembre 2023, Pacifica est en situation d'impôts différés net passif et n'a donc pas de fonds propres Tier 3.

De tels fonds propres seraient justifiés par l'existence de la convention d'intégration fiscale entre Pacifica et Crédit Agricole S.A., société de tête du groupe fiscal. Selon cette convention d'intégration fiscale entre Crédit Agricole S.A. et Pacifica, la charge d'impôt supportée par la société Pacifica, au titre de chaque exercice d'intégration, est identique à celle qu'elle aurait eu à constater si elle avait été imposée séparément. En cas de déficit généré par Pacifica au titre d'un exercice, Crédit Agricole S.A., en sa qualité de tête de groupe, versera à Pacifica l'économie d'impôt sur les sociétés et contributions assimilées réalisées par le groupe fiscal du fait de l'imputation effective de ce déficit sur le résultat d'ensemble du groupe.

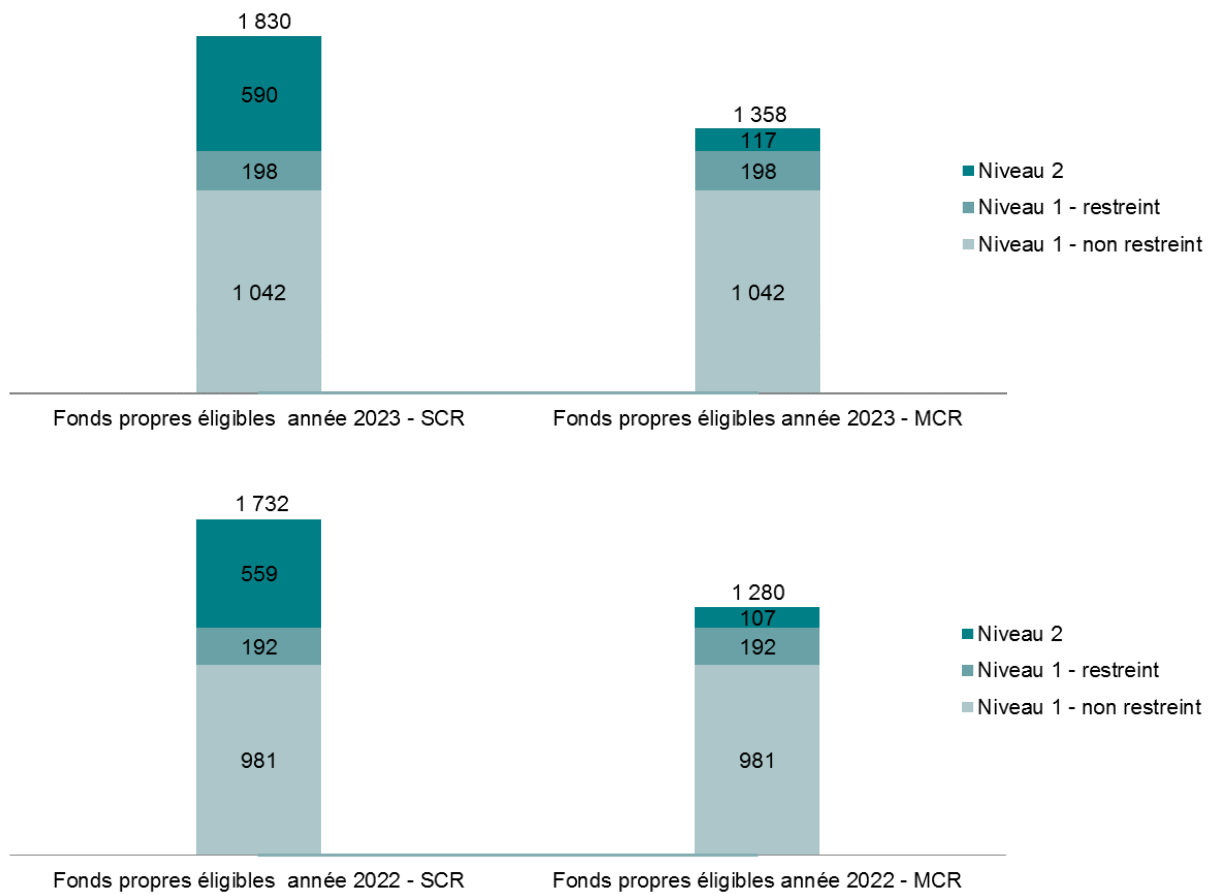
Cette convention fiscale s'exerce en cas de perte et conduit au versement par Crédit Agricole S.A des économies d'impôts induites par les pertes de Pacifica.



E.1.3 Fonds propres éligibles

Les fonds propres éligibles pour couvrir le SCR s'élèvent à 1 830 M€ et à 1 358 M€ pour couvrir le MCR au 31 décembre 2023.

Décomposition des fonds propres éligibles par niveau (en M€)



A fin 2023, il n'y a pas d'écart entre les fonds propres disponibles et les fonds propres éligibles pour couvrir le SCR.





E.2 CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS ET MINIMUM DE CAPITAL REQUIS

L'évaluation de l'exigence en capital réglementaire (SCR) au niveau de Pacifica est réalisée avec la formule standard en s'appuyant sur les directives européennes Solvabilité 2 et Omnibus 2 transposées en droit français, ainsi que sur le règlement délégué et les notices ACPR. A partir du 31/12/2021, Pacifica utilise les paramètres spécifiques à l'entreprise (USP) pour le calcul des SCR de souscription non-vie et santé suite à l'approbation par l'ACPR de leur utilisation courant 2021. Aucune mesure transitoire n'a été retenue par Pacifica dans le cadre de l'évaluation du SCR.

Synthèse du SCR et du MCR au 31 décembre 2023

Au 31 décembre 2023, le capital de solvabilité requis (SCR) est estimé à 1 302 M€. Il est couvert à hauteur de 141% par des fonds propres éligibles. Le risque de souscription non-vie est le risque majeur pour Pacifica, suivi des risques de marché et de souscription santé.

Le minimum de capital requis (MCR) s'élève à 586 M€ au 31 décembre 2023 et est couvert à hauteur de 232% par des fonds propres éligibles.

La capacité d'absorption par les impôts différés s'élève à -453 M€ au 31/12/2023. Pour justifier de la prise en compte de cet ajustement, Pacifica s'est appuyé sur le mécanisme d'intégration fiscale du Groupe Crédit Agricole. Selon la Convention d'intégration fiscale entre Crédit Agricole S.A. et Pacifica, la charge d'impôt supportée par Pacifica, au titre de chaque exercice d'intégration, est identique à celle qu'elle aurait eu à constater si elle avait été imposée séparément. En cas de déficit généré par Pacifica au titre d'un exercice, Crédit Agricole S.A., en sa qualité de tête de groupe, versera à Pacifica l'économie d'impôt sur les sociétés et contributions assimilées réalisées par le groupe fiscal du fait de l'imputation effective de ce déficit sur le résultat d'ensemble du groupe (sur la base de son résultat fiscal comme si elle n'était pas membre du groupe intégré).

E.3 UTILISATION DU SOUS-MODULE "RISQUE SUR ACTIONS" FONDE SUR LA DUREE DANS LE CALCUL DU CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS

NEANT

E.4 DIFFERENCES ENTRE LA FORMULE STANDARD ET LE MODELE INTERNE

NEANT

E.5 NON-RESPECT DU MINIMUM DE CAPITAL REQUIS ET NON-RESPECT DU CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS

NEANT

E.6 AUTRES INFORMATIONS

NEANT

F. ANNEXES – QRTs

La liste des QRTs suivante et applicable à Pacifica est fournie en annexe de ce rapport :

S.02.01.02	Bilan
S.05.01.02	Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité
S.05.02.01	Primes, sinistres et dépenses par pays
S.12.01.01	Provisions techniques vie et santé SLT
S.17.01.02	Provisions techniques non vie
S.19.01.21	Sinistres non-vie
S.22.01.21	Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires
S.23.01.01	Fonds propres
S.25.01.21	Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard
S.28.01.01	Minimum de capital requis (MCR)

<i>En millions d'euros</i>		Valeur Solvabilité 2
Actifs		C0010
Immobilisations incorporelles	R0030	-
Actifs d'impôts différés	R0040	-
Excédent du régime de retraite	R0050	-
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	147
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	6 523
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	125
Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	401
Actions	R0100	-
Actions – cotées	R0110	-
Actions – non cotées	R0120	-
Obligations	R0130	4 743
Obligations d'État	R0140	1 326
Obligations d'entreprise	R0150	3 414
Titres structurés	R0160	-
Titres garantis	R0170	4
Organismes de placement collectif	R0180	1 254
Produits dérivés	R0190	-
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	-
Autres investissements	R0210	-
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	-
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	-
Avances sur police	R0240	-
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	-
Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	-
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	619
Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	619
Non-vie hors santé	R0290	619
Santé similaire à la non-vie	R0300	-
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	-
Santé similaire à la vie	R0320	-
Vie hors santé, UC et indexés	R0330	-
Vie UC et indexés	R0340	-
Dépôts auprès des cédantes	R0350	24
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	2 249
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	200
Autres créances (hors assurance)	R0380	178
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	-
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	45
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	6
Total de l'actif	R0500	9 990

<i>En millions d'euros</i>		Valeur Solvabilité 2
Passifs		C0010
Provisions techniques non-vie	R0510	6 664
Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	5 636
Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	-
Meilleure estimation	R0540	5 368
Marge de risque	R0550	268
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	1 028
Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	-
Meilleure estimation	R0580	994
Marge de risque	R0590	35
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	140
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	-
Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	-
Meilleure estimation	R0630	-
Marge de risque	R0640	-
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	140
Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	-
Meilleure estimation	R0670	138
Marge de risque	R0680	2
Provisions techniques UC et indexés	R0690	-
Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	-
Meilleure estimation	R0710	-
Marge de risque	R0720	-
Passifs éventuels	R0740	-
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	9
Provisions pour retraite	R0760	14
Dépôts des réassureurs	R0770	58
Passifs d'impôts différés	R0780	66
Produits dérivés	R0790	-
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	-
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	-
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	625
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	118
Autres dettes (hors assurance)	R0840	404
Passifs subordonnés	R0850	788
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	-
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	788
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	-
Total du passif	R0900	8 887
Excédent d'actif sur passif	R1000	1 103

S.04.05.21 Primes, sinistres et dépenses par pays

		Pays d'origine	5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) – engagements en non-vie					Total 5 principaux pays et pays d'origine
		C0010						C0020
<i>En millions d'euros</i>								
Primes émises (brutes)								
Prime écrite brute (directe)	R0020	5 322	-	-	-	-	5 322	
Prime émise brute (réassurance proportionnelle)	R0021	143	-	-	-	-	143	
Prime émise brute (réassurance non proportionnelle)	R0022	-	-	-	-	-	-	
Primes acquises (brutes)								
Prime brute acquise (directe)	R0030	5 160	-	-	-	-	5 160	
Primes brutes acquises (réassurance proportionnelle)	R0031	127	-	-	-	-	127	
Primes brutes acquises (réassurance non proportionnelle)	R0032	-	-	-	-	-	-	
Sinistres encourus (bruts)								
Sinistres encourus (directs)	R0040	3 649	-	-	-	-	3 649	
Sinistres survenus (réassurance proportionnelle)	R0041	42	-	-	-	-	42	
Sinistres survenus (réassurance non proportionnelle)	R0042	-	-	-	-	-	-	
Dépenses engagées (brutes)								
Dépenses brutes engagées (directes)	R0050	1 435	-	-	-	-	1 435	
Charges brutes engagées (réassurance proportionnelle)	R0051	76	-	-	-	-	76	
Charges brutes engagées (réassurance non proportionnelle)	R0052	-	-	-	-	-	-	

		Pays d'origine	Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie					Total 5 principaux pays et pays d'origine
		C0030						C0040
<i>En millions d'euros</i>								
Prime écrite brute	R1020	-	-	-	-	-	-	
Prime brute acquise	R1030	-	-	-	-	-	-	
Sinistres encourus	R1040	(18)	-	-	-	-	(18)	
Dépenses brutes engagées	R1050	-	-	-	-	-	-	

		Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)								
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement
<i>En millions d'euros</i>		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090
Primes émises										
Brut – assurance directe	R0110	862	396	-	515	953	3	1 843	176	-
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	-	-	-	12	-	-	2	-	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130									
Brut – assurance directe	R0140	-	1	-	13	29	-	189	5	-
Net	R0200	862	395	-	515	924	3	1 656	171	-
Primes acquises										
Brut – assurance directe	R0210	827	386	-	508	915	3	1 793	170	-
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	-	-	-	12	-	-	2	-	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230									
Part des réassureurs	R0240	-	1	-	12	28	-	183	5	-
Net	R0300	827	384	-	508	888	3	1 613	165	-
Charge des sinistres										
Brut – assurance directe	R0310	654	115	-	451	699	1	1 533	60	-
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	-	-	-	3	-	-	2	-	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330									
Part des réassureurs	R0340	-	(2)	-	(6)	(19)	-	304	(2)	-
Net	R0400	654	117	-	460	718	1	1 231	61	-
Dépenses engagées	R0550	150	183	-	99	211	1	514	47	-
Solde - autres dépenses/revenus techniques	R1210	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des dépenses	R1300	-	-	-	-	-	-	-	-	-

		Ligne d'activité pour: engagements d'assurance non-vie			Ligne d'activité pour: réassurance non proportionnelle acceptée				Total
		Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens	
<i>En millions d'euros</i>		C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0200
Primes émises									
Brut – assurance directe	R0110	237	1	337					5 322
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	2	-	127					143
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130				-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R0140	-	-	26	-	-	-	-	263
Net	R0200	238	1	438	-	-	-	-	5 202
Primes acquises									
Brut – assurance directe	R0210	226	1	331					5 160
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	2	-	111					127
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230				-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R0240	-	-	26	-	-	-	-	255
Net	R0300	228	1	416	-	-	-	-	5 032
Charge des sinistres									
Brut – assurance directe	R0310	81	-	55					3 649
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	-	-	37					42
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330				-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R0340	-	-	1	-	-	-	-	276
Net	R0400	81	-	92	-	-	-	-	3 415
Dépenses engagées	R0550	118	-	188	-	-	-	-	1 511
Solde - autres dépenses/revenus techniques	R1210								(5)
Total des dépenses	R1300	-	-	-	-	-	-	-	1 506

	Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie						Engagements de réassurance vie		Total
	Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie	
<i>En millions d'euros</i>	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0300
Primes émises									
Brut	R1410	-	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R1420	-	-	-	-	-	-	-	-
Net	R1500	-	-	-	-	-	-	-	-
Primes acquises									
Brut	R1510	-	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R1520	-	-	-	-	-	-	-	-
Net	R1600	-	-	-	-	-	-	-	-
Charge des sinistres									
Brut	R1610	-	-	-	-	(18)	-	-	(18)
Part des réassureurs	R1620	-	-	-	-	3	-	-	3
Net	R1700	-	-	-	-	(21)	-	-	(21)
Dépenses engagées	R1900	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde - autres dépenses/revenus	R2510	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des dépenses	R2600	-	-	-	-	-	-	-	-
Montant total des rachats	R2700	-	-	-	-	-	-	-	-

		5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) – engagements en non-vie						Total 5 principaux pays et pays d'origine
		Pays d'origine	-	-	-	-	-	
<i>En millions d'euros</i>		C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140
Primes émises								
Brut – assurance directe	R0110	5 322	-	-	-	-	-	5 322
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	143	-	-	-	-	-	143
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R0140	263	-	-	-	-	-	263
Net	R0200	5 202	-	-	-	-	-	5 202
Primes acquises								
Brut – assurance directe	R0210	5 160	-	-	-	-	-	5 160
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	127	-	-	-	-	-	127
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R0240	255	-	-	-	-	-	255
Net	R0300	5 032	-	-	-	-	-	5 032
Charge des sinistres								
Brut – assurance directe	R0310	3 649	-	-	-	-	-	3 649
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	42	-	-	-	-	-	42
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R0340	276	-	-	-	-	-	276
Net	R0400	3 415	-	-	-	-	-	3 415
Variation des autres provisions techniques								
Brute – Assurance directe Variation	R0410	-	-	-	-	-	-	-
Brute – Réassurance proportionnelle acceptée	R0420	-	-	-	-	-	-	-
Brute – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R0440	-	-	-	-	-	-	-
Nette	R0500	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses engagées	R0550	1 511	-	-	-	-	-	1 511
Autres dépenses	R1200	(5)	-	-	-	-	-	(5)
Total des dépenses	R1300	1 506	-	-	-	-	-	1 506

		Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie					Total	
		Pays de domiciliation	IT	LU	PL	DE		BE
<i>En millions d'euros</i>		C0220	C0230	C0230	C0230	C0230	C0230	C0280
Primes émises								
Brut	R1410	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R1420	-	-	-	-	-	-	-
Net	R1500	-	-	-	-	-	-	-
Primes acquises								
Brut	R1510	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R1520	-	-	-	-	-	-	-
Net	R1600	-	-	-	-	-	-	-
Charge des sinistres								
Brut	R1610	(18)	-	-	-	-	-	(18)
Part des réassureurs	R1620	3	-	-	-	-	-	3
Net	R1700	(21)	-	-	-	-	-	(21)
Variation des autres provisions techniques								
Brute	R1710	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R1720	-	-	-	-	-	-	-
Nette	R1800	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses engagées	R1900	-	-	-	-	-	-	-
Autres dépenses	R2500	-	-	-	-	-	-	-
Total des dépenses	R2600	-	-	-	-	-	-	-



S.12.01.02 Provisions techniques vie et santé SLT

		Assurance indexée et en unités de compte				Autres assurances vie		Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	
		Assurance avec participation aux bénéfices	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties			
En millions d'euros		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	-	-			-			-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020	-	-			-			-
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque									
Meilleure estimation									
Meilleure estimation brute	R0030	-		-	-		-	-	138
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080	-		-	-		-	-	-
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090	-		-	-		-	-	138
Marge de risque	R0100	-	-			-			2
Provisions techniques – Total	R0200	-	-			-			140

		Assurance santé (assurance directe)						Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)
		Réassurance acceptée	Total (vie hors santé, y compris UC)			Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties			
En millions d'euros		C0100	C0150	C0160	C0170	C0180	C0190	C0200	C0210	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020	-	-	-	-	-	-	-	-	
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque										
Meilleure estimation										
Meilleure estimation brute	R0030	-	138	-	-	-	-	-	-	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080	-	-	-	-	-	-	-	-	
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090	-	138	-	-	-	-	-	-	
Marge de risque	R0100	-	2	-	-	-	-	-	-	
Provisions techniques – Total	R0200	-	140	-	-	-	-	-	-	

		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée								
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement
<i>En millions d'euros</i>		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque										
Meilleure estimation										
Provisions pour primes										
Brut – total	R0060	227	117	-	211	253	1	469	58	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	-	-	-	(4)	(7)	-	(17)	(1)	-
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	227	118	-	214	260	1	487	59	-
Provisions pour sinistres										
Brut – total	R0160	74	574	-	1 773	159	-	1 585	452	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	-	-	-	93	7	-	518	18	-
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	74	574	-	1 680	153	-	1 067	434	-
Total meilleure estimation – brut	R0260	302	692	-	1 984	413	1	2 055	510	-
Total meilleure estimation – net	R0270	302	692	-	1 895	413	1	1 554	493	-
Marge de risque	R0280	15	20	-	89	28	-	93	17	-

		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée								
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement
<i>En millions d'euros</i>		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100
Provisions techniques – Total										
Provisions techniques - total	R0320	317	712	-	2 072	440	1	2 147	527	-
Total PT cédées via des contrats de réass. et SPV après ajust. pour pertes attendues raison du risque de contrepartie	R0330	-	-	-	89	-	-	501	17	-
Provisions techniques nettes de créances recouvrables de réassurance et SPV - total	R0340	317	712	-	1 983	441	1	1 646	510	-

S.17.01.02 Provisions techniques non-vie

3/4

		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée			Réassurance non proportionnelle acceptée			Total engagements en non-vie	
		Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Réassurance santé non proportionnelle	Réassurance accidents non proportionnelle	Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle		
<i>En millions d'euros</i>		C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	C0180
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque									
Meilleure estimation									
Provisions pour primes									
Brut – total	R0060	51	12	13	-	-	-	-	1 412
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	-	-	2	-	-	-	-	(28)
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	51	12	11	-	-	-	-	1 440
Provisions pour sinistres									
Brut – total	R0160	113	23	195	-	-	-	-	4 949
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	-	-	10	-	-	-	-	647
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	113	23	184	-	-	-	-	4 303
Total meilleure estimation – brut	R0260	163	35	208	-	-	-	-	6 362
Total meilleure estimation – net	R0270	163	35	196	-	-	-	-	5 743
Marge de risque	R0280	10	8	23	-	-	-	-	302

S.17.01.02 Provisions techniques non-vie

4/4

		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée			Réassurance non proportionnelle acceptée			Total engagements en non-vie	
		Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Réassurance santé non proportionnelle	Réassurance accidents non proportionnelle	Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle		Réassurance dommages non proportionnelle
<i>En millions d'euros</i>		C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	C0180
#N/A									
#N/A	R0290	-	-	-	-	-	-	-	-
#N/A	R0300	-	-	-	-	-	-	-	-
#N/A	R0310	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions techniques – Total									
Provisions techniques - total	R0320	173	43	231	-	-	-	-	6 664
Total PT cédées via des contrats de réass. et SPV après ajust. pour pertes attendues raison du risque de contrepartie	R0330	-	-	12	-	-	-	-	619
Provisions techniques nettes de créances recouvrables de réassurance et SPV - total	R0340	173	43	219	-	-	-	-	6 045

S.19.01.21 Sinistres non-vie

Année d'accident / année de souscription

Z0020

-

Sinistres payés bruts (non cumulés)

(valeur absolue)

		Année de développement											Pour l'année en cours	Somme des années (cumulés)	
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 & +			
En millions d'euros		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0170	C0180	
Précédentes	R0100											5 937	R0100	5 937	5 937
	N-9	R0160	1 045	379	86	33	19	28	9	12	16	10	R0160	10	1 638
	N-8	R0170	1 061	368	78	45	25	18	41	23	20		R0170	20	1 679
	N-7	R0180	1 241	414	82	55	41	25	24	18			R0180	18	1 899
	N-6	R0190	1 312	463	100	57	51	52	29				R0190	29	2 063
	N-5	R0200	1 488	486	112	68	54	48					R0200	48	2 256
	N-4	R0210	1 537	594	141	76	53						R0210	53	2 401
	N-3	R0220	1 429	487	131	107							R0220	107	2 154
	N-2	R0230	1 652	654	157								R0230	157	2 463
	N-1	R0240	1 983	855									R0240	855	2 838
	N	R0250	2 011										R0250	2 011	2 011
		Total											R0260	9 245	27 340

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes (données non actualisées)

(valeur absolue)

		Année de développement											Fin d'année (données actualisées)	
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 & +		
En millions d'euros		C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300	C0360	
Précédentes	R0100											276	R0100	228
	N-9	R0160	-	-	-	-	-	-	-	-	-	104	R0160	78
	N-8	R0170	-	-	-	-	-	-	-	112			R0170	92
	N-7	R0180	-	-	-	-	-	-	159				R0180	132
	N-6	R0190	-	-	-	-	-	259					R0190	218
	N-5	R0200	-	-	-	-	337						R0200	287
	N-4	R0210	-	-	-	375							R0210	321
	N-3	R0220	-	-	421								R0220	342
	N-2	R0230	-	579									R0230	502
	N-1	R0240	-	1 060									R0240	952
	N	R0250	1 940										R0250	1 796
		Total											R0260	4 949

S.22.01.21 Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

		Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact de la mesure transitoire sur les provisions techniques	Impact de la mesure transitoire sur les taux d'intérêt	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro
<i>En millions d'euros</i>		C0010	C0030	C0050	C0070	C0090
Provisions techniques	R0010	6 804	-	-	48	-
Fonds propres de base	R0020	1 830	-	-	(32)	-
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	R0050	1 830	-	-	(32)	-
SCR	R0090	1 302	-	-	4	-
Fonds propres éligibles pour couvrir le MCR	R0100	1 358	-	-	(32)	-
Minimum de capital requis	R0110	586	-	-	2	-

		Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
<i>En millions d'euros</i>						
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010	455	455		-	
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030	217	217		-	
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040	-	-		-	
Comptes mutualistes subordonnés	R0050	-		-	-	-
Fonds excédentaires	R0070	-	-			
Actions de préférence	R0090	-		-	-	-
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110	-		-	-	-
Réserve de réconciliation	R0130	370	370			
Passifs subordonnés	R0140	788		198	590	-
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160	-				-
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180	-	-	-	-	-
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité 2						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité 2	R0220	-				
Deductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230	-	-	-	-	-
Total fonds propres de base après déductions	R0290	1 830	1 042	198	590	-
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, appelable sur demande	R0300	-			-	
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310	-			-	
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande	R0320	-			-	-
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330	-			-	-
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340	-			-	
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350	-			-	-
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360	-			-	
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370	-			-	-
Autres fonds propres auxiliaires	R0390	-			-	-
Total fonds propres auxiliaires	R0400	-			-	-

		Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
<i>En millions d'euros</i>		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	1 830	1 042	198	590	-
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	1 830	1 042	198	590	-
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	1 830	1 042	198	590	-
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	1 358	1 042	198	117	-
Capital de solvabilité requis	R0580	1 302				
Minimum de capital requis	R0600	586				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	141%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	232%				

<i>En millions d'euros</i>		C0060
Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	1 103
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	-
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	61
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	672
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	-
Réserve de réconciliation	R0760	370
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770	-
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780	91
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	91



S.25.01.21 Capital de solvabilité requis — pour les entreprises qui utilisent la formule standard

En millions d'euros		Capital de solvabilité requis brut	Simplifications
		C0110	C0120
Risque de marché	R0010	593	-
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	101	-
Risque de souscription en vie	R0030	9	-
Risque de souscription en santé	R0040	193	-
Risque de souscription en non-vie	R0050	1 210	-
Diversification	R0060	(543)	-
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070	-	-
Capital de solvabilité requis de base	R0100	1 564	

Calcul du capital de solvabilité requis		C0100
Risque opérationnel	R0130	191
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	-
Capacité d'absorption de pertes des impôts différés	R0150	(453)
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	-
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	1 302
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	-
Capital de solvabilité requis	R0220	1 302

Autres informations sur le SCR		
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	-
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	1 302
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	-
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	-
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	-

Capital de solvabilité requis - Approche du taux d'imposition		C0130
Approche basée sur le taux d'impôt moyen	R0590	-

Capital de solvabilité requis - Calcul de la capacité d'absorption des pertes par les impôts différés		C0130
Capacité d'absorption des pertes - Impôts différés	R0640	(453)
Capacité d'absorption des pertes justifiée par la réversion des IDP	R0650	(453)
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés justifiée par des probables bénéfiques futurs imposables	R0660	-
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés justifiée par report, année courante	R0670	-
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés justifiée par report, années futures	R0680	-
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés maximale	R0690	(453)



S.28.01.01 Minimum de capital requis (MCR)

1/2

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie

		C0010	
Résultat MCRL	R0010	958	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	
		Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)	
<i>En millions d'euros</i>		C0020	C0030
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020	302	862
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030	692	395
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040	-	-
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050	1 895	515
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060	413	924
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070	1	3
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080	1 554	1 656
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090	493	171
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100	-	-
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110	163	238
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120	35	128
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130	196	311
Réassurance santé non proportionnelle	R0140	-	-
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150	-	-
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160	-	-
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170	-	-

S.28.01.01 Minimum de capital requis (MCR)

2/2

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie

		C0040		
Résultat MCRL	R0200	3		
			Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)
			C0050	C0060
<i>En millions d'euros</i>				
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties	R0210	-		
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures	R0220	-		
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230	-		
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240	138		
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250			-

Calcul du MCR global

		C0070
<i>En millions d'euros</i>		
MCR linéaire	R0300	961
Capital de solvabilité requis	R0310	1 302
Plafond du MCR	R0320	586
Plancher du MCR	R0330	326
MCR combiné	R0340	586
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	4
Minimum de capital requis	R0400	586